

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
PROROGATION DES SOCIÉTÉS
DU FAIT DE LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le samedi 1^{er} mars 1924, à 3 h. 1/2

PAR

Jean de SUSINI

Docteur en droit (Sciences Économiques et Politiques)

Président : M. WAHL, Professeur
Suffragants { *MM. PERCEROU, Professeur*
HÉMARD, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

11, RUE SOUFFLOT, 11

1924



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552827_0033

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
PROROGATION DES SOCIÉTÉS
DU FAIT DE LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le samedi 1^{er} mars 1924, à 3 h. 1/2

PAR

Jean de SUSINI

Docteur en droit (Sciences Économiques et Politiques)

Président : M. WAHL, Professeur
Suffragants { *MM. PERCEROU, Professeur*
HÉMARD, Professeur

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ
11, RUE SOUFFLOT, 11

1924

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA PROROGATION DES SOCIÉTÉS DU FAIT DE LA GUERRE

INTRODUCTION

Les conséquences du bouleversement causé par la guerre ont été profondes sur les rapports de droit privé et le nombre des réformes qu'elle a suscitées est considérable. Dans presque toutes les branches du droit, la législation existante a dû être plus ou moins modifiée ; le régime des sociétés n'a pas échappé à cette impérieuse nécessité.

Comme il n'existait pas en France de réglementation préparée d'avance pour le cas de guerre, il a fallu élaborer rapidement des textes qui, faisant face aux difficultés nées des hostilités, se sont efforcés de les résoudre en se superposant ou en se substituant aux lois existantes. Malheureusement la hâte avec laquelle il a fallu procéder a nui à la valeur de cette œuvre législative nouvelle, qui, bien souvent elle-même, est restée incomplète ou obscure (1).

1. V. Wahl, *Le droit civil et commercial de la guerre*, 1918, t. I, p. 6.

Il convient ici d'ouvrir une large parenthèse. En effet, si dans notre conclusion, nous apprécierons comme il convient pareille législation, d'ores et déjà une critique d'ensemble est à faire et cette critique embrasse l'œuvre immense accomplie par le législateur pendant et après guerre.

M. Odet-Denys, dans son excellent discours sur « l'empirisme contemporain » (1), s'exprimait en ces termes :

« Ne croyez-vous pas qu'en ces dernières années, le législateur subissant le contre-coup du trouble dont le monde entier a peine à se remettre, ait quelque peu trahi ces vertus antiques : ordre et clarté ? Dominé par des considérations politiques ou sociales, pressé par des craintes chimériques, et comme si l'édifice juridique menaçait ruine, sous prétexte de les restaurer, il a refait les contrats, accumulé les textes, sacrifié des principes : il semble qu'il se soit fait une loi de n'en avoir aucune. »

« Pour remédier à une situation si grave, pour régler les litiges qu'elle suscitait, le législateur devait-il intervenir et, se réclamant de l'intention des parties, modifier, suspendre les engagements pris ? Les principes de notre droit ne suffisaient-ils pas, au contraire, pour permettre à nos tribunaux de résoudre, eux-mêmes, le conflit ?

« Questions délicates où, sous les séduisantes

1. Voir *Gaz. du Pal.*, 18 déc. 1913.

couleurs de l'équité, peut se dissimuler l'injustice et où la crainte de solutions trop rigides peut conduire aux excès d'un opportunisme trop dangereux. En nulle autre matière qu'en celle des contrats, il n'est plus nécessaire d'assigner aux volontés humaines un cadre ferme et permanent qui les fixe et les continue ».

Certes, on ne saurait mettre en doute le désir de bien faire, quelquefois le désir de mieux faire, du législateur contemporain. Mais ne fallait-il pas craindre qu'involontairement l'œuvre ainsi entreprise ne vint trahir les intérêts d'une collectivité, si infime fût-elle, collectivité mise dans l'impossibilité de se défendre parce que se trouvant en pays envahi, comme dans le cas étudié par exemple? Ne valait-il pas mieux s'inspirer de ce principe constant de notre droit à savoir: « que la loi ne peut rien ajouter ou retrancher à un contrat intervenu entre deux parties »? (Waldeck-Rousseau.) Ne fallait-il pas redouter les inconvénients sans nombre que fait naître une loi peu étudiée? Fallait-il s'appuyer sur l'expérience de Taine écrivant qu'« une mauvaise loi en amène une pire »? Enfin au lieu de décréter le moratoire général n'eût-il pas été préférable de rester dans le droit commun?

Autant de questions à la fois rétrospectives et d'actualité qu'il serait nécessaire d'approfondir.

Nous pourrions ainsi, à la lumière des faits, soit

déduire des conséquences pratiques, soit rechercher s'il ne s'est pas glissé, dans cette accumulation de textes, des erreurs assez grossières, « surtout quand il s'agit de lois civiles, commerciales ou de procédure qui, ne soulevant pas les passions, n'attirent pas l'attention des électeurs et ne retiennent pas en conséquence celles des élus » (1).

D'entre tous les problèmes que la guerre achevée laisse à résoudre, il n'est plus contesté aujourd'hui que les problèmes d'ordre économique sont les plus importants.

C'est ainsi que pour les sociétés deux problèmes capitaux qui ont entre eux une étroite affinité, se sont posés : 1° celui de la réunion et de la délibération des assemblées générales des sociétés ayant leur siège social ou leur exploitation en régions libérées ou dévastées ; 2° celui de la prorogation des sociétés par actions ou parts d'intérêts ayant leur siège social ou leur exploitation dans les mêmes régions. Le premier a fait l'objet de la loi du 17 juin 1920 (*J. off.* du 19 juin 1920) ; le second a donné lieu à deux lois distinctes : celle du 16 juillet 1919 (*J. off.* du 19 juillet 1919) ; et celle du 24 mars 1921 (*J. off.* du 27 mars 1921).

Ce sont ces deux lois et principalement la seconde que nous voulons étudier relativement à la prolon-

1. Barthélémy, *Le problème de la compétence dans la démocratie*, p. 81.

gation des sociétés du fait de la guerre (1). Mais il est impossible de les commenter sans se référer à la loi du 17 juin 1920 puisque la prorogation nécessite la tenue d'une assemblée générale extraordinaire.

Il convient dès à présent de fixer aussi brièvement que possible l'intérêt à la fois doctrinal et pratique des lois étudiées. Cet intérêt n'est ni immédiat ni du domaine de l'avenir : il est purement rétrospectif. On est en présence d'une de ces mesures, prises un peu hâtivement, pour remédier à des situations de fait créées par la guerre et qui disparaissent avec elle. Toutefois il n'est pas sans utilité de rechercher comment le législateur a envisagé la question de la prorogation des sociétés arrivées à leur terme statutaire pendant la guerre et comment il a résolu les difficultés soulevées par cette situation si spéciale.

Au moment où ces lois ont été votées, nul doute : elles répondaient à un pressant besoin. Les avantages certains qu'elles ont apportés sont loin d'être négligeables ainsi qu'on va le démontrer. Et pour mieux les mettre en évidence il y a lieu de rechercher et

1. Un des avantages des lois étudiées est pour le moins de couper court à toute discussion sur le point de savoir si une société qui n'a pas prévu la prorogation dans ses statuts, mais qui décide, après un vote régulier, de se proroger au delà du terme fixé, est une société nouvelle.

Avec les lois de 1919 et 1921, plus de doute possible. Il n'y aura pas constitution d'une société nouvelle ; les avantages qui découlent de cette législation seront étudiés ci-après.

de fixer quelles sont les conséquences de la prorogation pour une société suivant que cette prorogation intervient avant ou après l'arrivée du terme statutaire.

Posons tout d'abord comme un principe de doctrine qu'une société peut toujours être prorogée sauf toutefois l'extinction de la chose ou la consommation de la négociation (art. 1865 du C. c.) Les autres causes de dissolution visées par cet article rendant possible la prorogation, peuvent être mises en échec par la volonté soit des survivants (sociétés par parts d'intérêts), soit par la majorité délibérant dans les formes légales (sociétés anonymes).

Or deux cas pourront se présenter : la prorogation est-elle sollicitée après l'expiration du terme fixé par les statuts ou bien est-elle demandée antérieurement à l'arrivée de ce terme ? Dans la première hypothèse il y aura constitution d'une société nouvelle entraînant des conséquences graves, particulièrement au point de vue financier ; dans la seconde il y aura continuation pure et simple de la société existante.

Les lois étudiées (19 juillet 1919, 17 juin 1920, 24 mars 1921), avec le principe de la rétroactivité par elles posé, ont pour but principal d'éviter, aux sociétés déjà expirées, les conséquences, désastreuses quelquefois, que nous allons examiner.

Au point de vue fiscal tout d'abord les suites sont

particulièrement importantes. Nous verrons plus loin (ch. III) l'écart énorme des droits d'enregistrement à payer suivant qu'il s'agit de la constitution d'une société nouvelle ou d'une prorogation pure et simple, avant l'expiration du terme, d'une société ancienne ; cet écart à lui seul suffirait à faire admettre les lois étudiées comme des lois d'impérieuse nécessité.

Autre point de vue. La loi du 24 juillet 1867 détermine et réglemente les formalités à remplir par les sociétés commerciales anonymes (les plus nombreuses et les plus importantes) pour être légalement et valablement constituées. Sans vouloir mettre en cause le formalisme apparemment compliqué de la loi organique des sociétés, formalisme nécessaire, disons-le, pour la sauvegarde des intérêts des associés et des tiers, nous admettrons tout de même le caractère minutieux, quelquefois enchevêtré de cette réglementation que l'on parle de réformer depuis longtemps déjà.

S'agira-t-il d'une prorogation survenant postérieurement à l'expiration du terme statutaire ? Tout comme pour la société originaire il faudra accomplir à nouveau les actes de publicité, vérifier les apports et réunir des assemblées d'actionnaires, constitutives ou ordinaires, etc. Tout ce mécanisme est trop connu pour que nous insistions.

S'agira-t-il par contre d'une prorogation sollici-

tée avant l'expiration du terme fixé ? Une simple délibération de l'assemblée générale extraordinaire suffira, à condition qu'elle délibère dans les conditions de l'article 31 de la loi de 1867 (modifié par la loi du 22 nov. 1913). Sans doute aucun, il y aura là une modification statutaire, que l'on devra porter à la connaissance des tiers. Mais tout le monde reconnaîtra qu'au point de vue de la matérialité des opérations, il y a une différence énorme. Dans le premier cas : formalités multiples, relativement longues, certainement coûteuses ; dans le deuxième cas, une modification extrêmement simple, rapide et peu coûteuse.

Enfin, la question des avantages à recueillir d'une prorogation antérieure à l'expiration du terme statutaire appelle une dernière observation ; elle vise la question des obligations réciproques des associés.

On peut en effet se demander s'il y aura des cas où les engagements des associés pourront être modifiés sans le consentement de tous ? Remarquons qu'il ne s'agit en l'espèce que des sociétés anonymes, les sociétés par parts d'intérêts ne pouvant modifier les engagements pris qu'en vertu du consentement unanime ; pour les premières, par contre, on pourra se demander s'il est possible, à une collectivité réunissant la majorité, de porter atteinte aux droits de la minorité ? Pourra-t-on modifier, sans l'unanimité des associés, le pacte originaire de la

société, c'est-à-dire la « convention légalement formée qui servait de loi à ceux qui l'avaient faite » ? (art. 1134 du C. civ.).

La réponse sera toute différente suivant qu'il s'agira d'une prorogation sollicitée postérieurement ou antérieurement à l'expiration du terme statutaire.

Dans le cas d'une décision de prorogation postérieure au terme fixé, il y aura impossibilité absolue pour la majorité, si élevée soit-elle, d'obliger un ancien associé à faire partie de la société nouvelle. Les engagements pris l'étaient pour une durée fixée ; ce terme atteint, c'est le décès de la société, définitif et irrévocable ; plus de possibilité de résurrection.

Tandis qu'au contraire, la prorogation décidée avant la dissolution, c'est une modification pure et simple d'un article des statuts ; ces derniers avaient, il est vrai, assigné une durée à la société, mais c'était là une clause sous la condition suspensive de l'article 31 de la loi de 1807, reconnaissant aux associés le droit de tout faire. Que fait la prorogation anticipée ? Elle éloigne pour une nouvelle durée, qu'elle fixe, le terme précédemment stipulé. La loi du 22 novembre 1913, modifiant en particulier l'article 31 ancien de la loi de 1867 décide que l'assemblée générale extraordinaire, réunissant les trois quarts du capital social et les deux tiers des actions pourra modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sans pou-

voir toutefois changer la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires. Or proroger une société ce n'est pas augmenter les engagements des actionnaires (1) et ces derniers n'auront pas à se plaindre d'une prorogation votée par la majorité, en conformité de la loi, sous laquelle majorité et minorité se sont volontairement placées (2).

La guerre, par sa longue durée, a augmenté naturellement le nombre des sociétés arrivées à leur terme statutaire au cours des hostilités. Aussi le législateur s'est-il préoccupé, un peu tardivement croyons-nous, d'intervenir à cet égard et de remédier à l'impossibilité où se sont trouvées certaines sociétés de décider régulièrement leur prorogation. Il faut admettre comme un principe certain, principe posé par la doctrine et consacré par la jurisprudence, que la guerre n'a pu constituer, de plein droit, en état de prorogation, les sociétés dont le terme est venu à expiration avant la cessation des hostilités. La force majeure qui a pu empêcher les associés de veiller à leurs intérêts par suite de la difficulté ou même de l'interruption des communications n'a pas été, par elle-même, une cause de prorogation. La force majeure, en droit civil (3), peut bien rompre

1. Wahl, *Commentaire de la loi du 22 nov. 1913*, p. 22 et 28.

2. Cf. Wahl, *Traité théorique et pratique de droit commercial*, nos 1198 et 1199.

3. On a, vu en droit administratif, que le cas de force majeure

un engagement ou exonérer d'une responsabilité ; elle est impuissante à modifier les conventions (1).

On ne pouvait davantage invoquer le décret du 10 août 1914 sur la suspension des délais pour en déduire la prorogation d'office des sociétés, car l'article 5 de ce décret décide que les déchéances, encourues pour inexécution ne produisent pas effet pendant la guerre ; ce texte vise donc des déchéances, expression qui ne peut s'appliquer à l'arrivée d'une société à son terme statutaire.

Sur ce dernier point cependant on peut et on doit même formuler une réserve ; sans doute l'arrivée du terme statutaire n'est pas une déchéance au sens propre du mot ; mais elle constitue cependant, pour la société, un état voisin d'une déchéance, en ce sens que, au point de vue fiscal, une prorogation tardive est traitée comme une constitution de société

avait donné lieu à l'apparition d'une théorie dite de « l'imprévision » dans les marchés administratifs.

1. Wahl, déjà cité, t. III, n° 2178 et *J. des Soc.*, 1919, article sur la prorogation des sociétés expirées pendant la guerre (p. 5 et s.). La force majeure, qui dispense de l'exécution d'une obligation, s'entend des événements qui rendent cette exécution impossible (Trib. com. de la Seine, 15 juin 1915, *Pand. périodiques*, 1917.2.49 et note Wahl ; Cass. civil, 4 août 1915. S. 1916.1.17 et note Wahl). Toutefois, si l'obstacle n'est que momentané et si l'exécution de l'obligation a été rendue plus difficile ou plus onéreuse, la force majeure doit être écartée. Dès que l'obstacle a pris fin, le débiteur ne peut plus, pour se soustraire à l'exécution de son obligation, se prévaloir de la force majeure qui l'a empêché de se libérer pendant un certain temps (Wahl, déjà cité, t. II, n°s 1030 et 1034, p. 36 et suiv.).

nouvelle, et la société est tenue d'acquitter, indépendamment du droit de 1 0/0 sans décimes, applicable aux prorogations comme aux constitutions (lois du 28 février 1872, art 1^{er}, n° 1; du 28 avril 1893, art. 19 et du 29 juin 1918, art. 15), un nouveau droit de timbre proportionnel sur les actions (loi du 25 juin 1920, art. 48 et 49), plus le droit de transcription de 2 0/0 sur la valeur des immeubles compris dans le fonds social (loi du 25 juin 1920, art. 25) (1).

Le fait d'être ainsi exposée, par l'effet d'une prorogation tardive, au paiement d'impôts plus lourds, offre une grande analogie avec les conséquences d'une déchéance.

Néanmoins, et nous le regrettons, cette conception n'a pas été celle du législateur puisqu'il a cru indispensable de recourir à des dispositions nouvelles pour assurer, le cas échéant, la prorogation des sociétés arrivées à leur terme au cours de la guerre.

Dès le début des hostilités, une proposition de loi en ce sens avait été déposée par M. Honnorat, député des Basses-Alpes (Doc. parl. Chambre, 1915, p. 159, annexe n° 603). D'après sa teneur « les sociétés commerciales dont le terme viendra à expiration avant la cessation des hostilités seront prorogées de plein droit sauf en cas d'entente entre tous les associés jusqu'à l'expiration du sixième mois après

1. Wahl, article déjà cité, p. 15 et 16. Cassin, *La prorogation des sociétés des régions libérées ou dévastées* (J. des Soc., 1921, p. 205).

la ratification du traité de paix. L'entente prévue par la proposition devait être déclarée au greffe du tribunal de commerce et, pour les sociétés par actions, faire l'objet d'une insertion, au *Bulletin des annonces légales obligatoires* ».

Par cette proposition M. Honnorat poursuivait un but louable. Considérant que beaucoup d'associés étaient soit mobilisés, soit dans l'impossibilité de participer à la dissolution ou à la reconstitution de la société à laquelle ils appartenaient, il se préoccupait d'éviter que leurs intérêts fussent sacrifiés à ceux des autres associés.

Mais cette proposition fut écartée (V. le rapport de M. Landry ; *J. off.* Doc. parl. Chambre, 1915, p. 857, annexe n° 1171). Elle exigeait en effet le consentement de tous les associés pour la dissolution alors que certains d'entre eux pouvaient désirer se dégager du lien social et se trouvaient, par suite de leurs blessures ou de leur capture par l'ennemi, dans l'impossibilité de manifester leur volonté. Or, faute de ce consentement unanime, les membres de la société restaient indéfiniment exposés dans une mesure, plus ou moins étendue, suivant la forme de la société, à la responsabilité consécutive à des actes de gestion qu'ils n'étaient pas en mesure de contrôler. En un mot, le résultat pratique de la proposition était de maintenir, dans la plupart des cas, la durée d'une société malgré l'arrivée du terme

statutaire et ce, quelle que fût la situation, bonne ou mauvaise, de l'exploitation.

Le rejet de la proposition Honnorat eut pour conséquence que, pendant la guerre, rien ne fut changé au droit commun sur la dissolution des sociétés.

Ce qui n'était pas sans inconvénients, car la dissolution des sociétés arrivées à leur terme entraîne leur liquidation avec toutes ses conséquences, notamment la réalisation de l'actif, le recouvrement des créances et le paiement du passif. Or cette liquidation ne pouvait s'opérer que dans les conditions les plus défavorables, les moratoires entravant toute poursuite contre les débiteurs sociaux, l'état de guerre empêchant d'autre part la réalisation de l'actif dans les conditions normales.

Il était même très douteux que la liquidation pût être ajournée. Une loi du 19 mars 1919, relative à la prolongation des indivisions, décide assurément que le tribunal saisi d'une demande en partage peut ordonner le maintien de l'indivision pendant un délai qui ne pourra excéder deux ans à partir de la cessation des hostilités. Mais les termes de l'article 1^{er} de cette loi montrent clairement qu'elle ne s'applique qu'aux indivisions successorales (1).

C'est ainsi qu'il a fallu attendre jusqu'à l'année 1919 pour l'élaboration de textes spéciaux concer-

1. Wahl, art. cité, *J. des Soc.*, 1919, p. 14.

nant la prolongation des sociétés arrivées à leur terme statutaire pendant la guerre.

Deux lois sont alors intervenues : la première, en date du 16 juillet 1919, autorise les sociétés en nom collectif, en commandite simple ou par action et les sociétés anonymes, en un mot les sociétés commerciales à l'exclusion des sociétés civiles, arrivées à leur terme statutaire au cours des hostilités dans les régions envahies, à proroger leur durée pendant six mois à compter de la cessation des hostilités, faculté qui, par suite, a pris fin le 24 avril 1920.

Puis le législateur estimant qu'un certain nombre de sociétés n'avaient pu user de la faculté que leur conférait la loi de 1919, par suite de l'impossibilité où elles s'étaient fréquemment trouvées de réunir un nombre d'actionnaires suffisant pour tenir valablement une assemblée extraordinaire, promulgua la loi du 24 mars 1921, qui proroge les sociétés par actions et par parts d'intérêts, ayant leur siège social ou leur exploitation, en régions libérées ou dévastées et arrivées à leur terme statutaire depuis le 1^{er} août 1914. Elle autorise donc pendant un nouveau délai de six mois la prorogation avec effet rétroactif des sociétés par actions qui n'avaient pu utiliser le bénéfice de la loi du 16 juillet 1919. Elle admet, en même temps, ces sociétés à bénéficier des facilités offertes par la loi du 17 juin 1920 pour la réunion et la délibération des assemblées géné-

rales extraordinaires nécessaires pour décider la prorogation.

Il résulte de là qu'il existe une interdépendance des plus étroites entre la loi du 24 mars 1921 et celle du 17 juin 1920, de sorte que l'étude de leurs dispositions doit être menée parallèlement. D'autre part, il est impossible de commenter la loi de 1921 sans la rapprocher de celle de 1919 dont elle s'est inspirée et dont elle ne constitue en somme que l'extension. En conséquence, nous diviserons notre travail en trois chapitres.

CHAPITRE PREMIER. — Des sociétés admises à bénéficier de la prorogation.

CHAPITRE II. — Conditions auxquelles elles peuvent user de la prorogation.

CHAPITRE III. — La rétroactivité de la prorogation et ses conséquences ; validation des actes des administrateurs ou gérants.

CHAPITRE PREMIER

DES SOCIÉTÉS ADMISES A USER DE LA PROROGATION

Ce fut le 12 mars 1918 que fut présenté à la Chambre le projet du Gouvernement qui est devenu la loi du 16 juillet 1919 (*J. off.*, Doc. Parl. Chambre, 1918, p. 371, annexe n° 4428).

Dans sa teneur primitive, il se bornait à accorder le bénéfice de la prorogation aux sociétés commerciales ayant leur siège en pays envahi. Il envisageait d'ailleurs toutes les sociétés commerciales. Pour elles, la prorogation était possible à trois conditions : 1° il fallait que ces sociétés eussent leur siège dans les régions envahies ; c'est à leur égard, en effet, que surgissent les difficultés d'observer les prescriptions légales ou statutaires pour la prorogation ; 2° que ces sociétés fussent arrivées à leur terme statutaire au cours de la guerre ; 3° que la prorogation fût acceptée dans les conditions prévues dans l'acte de constitution. Cette faculté de prorogation était simplement reportée à une date ultérieure, dans les six mois suivant la fin des hostilités. Le projet fut voté, à peu près tel quel, par le Parlement.

Par une rigueur étrange, la loi de 1919 ne se réfère qu'aux sociétés commerciales. Elle ne tient pas compte de l'existence de nombreuses sociétés minières ou immobilières existant dans la région du Nord. Les premières sont nécessairement commerciales aujourd'hui depuis la loi du 9 septembre 1919; mais les sociétés immobilières gardent leur caractère civil du moment qu'elles ne sont pas constituées par actions.

Par une lacune non moins singulière, la loi de 1919, en raison de son caractère limitatif, ne paraît pas à première vue devoir comprendre, dans le bénéfice de la prorogation, les associations en participation. Ce doute trouve son origine dans l'opinion exprimée par M. Landry, député de la Corse, dans son rapport sur la proposition Honnorat (*J. off.*, Doc. Parl. Chambre, 1915, p. 838, col. 1; annexe n° 1171) (1).

1. Il n'en est rien. Pour les participations à objet civil, aucune divergence possible, la loi de 1919 visant exclusivement les sociétés commerciales. Mais pour ces dernières, des réserves sont à faire.

En effet, si la proposition Honnorat vise les sociétés commerciales en général, sans faire de distinction entre elles, le rapport de M. Landry est plus catégorique. La participation est mise résolument à l'écart du bénéfice proposé, tout comme la proposition elle-même, que M. Landry trouve inutile.

Que faut-il penser de ces divergences? Peut-être l'étude des travaux préparatoires de cette loi, nous apporterait-elle des précisions de nature à faire admettre la participation au bénéfice de la loi de 1919.

En effet le Gouvernement, trois ans après le rapport de M. Landry, estimant qu'il était du plus grand intérêt, d'examiner et de

D'après M. Landry, l'association en participation étant conclue le plus souvent pour une opération strictement déterminée prend fin avec cette opération et il est sans intérêt de lui conférer la faculté de se proroger, opinion d'ailleurs contestable, car, d'après une jurisprudence constante, consacrée aujourd'hui par la loi du 24 juin 1921, cette catégorie

remédier à la situation des sociétés dont le terme était expiré pendant la guerre, déposait un projet de loi (annexe 4428, *J. off.*, p. 31. Séance du 12 mars 1918) se rapportant aux sociétés commerciales.

Un argument de psychologie en faveur de la participation nous paraît devoir être retenu. Il faut en effet procéder à un rapprochement. Remarquons que la loi du 24 juin 1921 modifiant les articles 47-48-49 et 50 du Code de commerce, sur le chantier depuis 1908, fut votée sans discussion par le Sénat, le 17 octobre 1919. Nous admettons donc, sans être taxé d'un excès de bienveillance, que le gouvernement d'alors, ou du moins son ministre du Commerce, était au courant de la modification projetée. Dès lors aucune énumération n'était à faire dans la proposition du 17 mars 1918, Toutes les sociétés commerciales devaient bénéficier de la loi à voter : quoi de plus naturel ?

Le rapporteur du projet gouvernemental ne nous paraît pas avoir envisagé la question sous un aspect identique au nôtre. Alors que le projet ne parle que des sociétés commerciales en général, le rapporteur éprouve le besoin de préciser. Le projet, écrit-il « s'applique à toutes les sociétés commerciales : sociétés en nom collectif, société en commandite simple ou par action, société anonyme » (Rapport Failliot. Annexe 4989, *J. off.*, p. 1431. Séance du 17 sept. 1918, 3^e col.). De l'association en participation il n'en est pas question, pas plus qu'il n'en sera question dans le rapport Servant (annexe 168. Séance du 11 avril 1919, p. 243), ni dans le deuxième rapport de M. Failliot (annexe 6395. Séance du 26 juin 1919, p. 2005, col. 1).

Il n'y a pas à s'y tromper. Tous les rapporteurs successifs — sauf M. Landry — veulent ignorer l'association en participation sans aucun doute. La loi projetée n'est pas faite pour elle. Peut-

de société se reconnaît à son caractère occulte mais peut avoir pour objet un commerce ou une industrie pour un temps déterminé (1).

D'autre part, pour être admise à bénéficier de la loi de 1919, la société doit avoir son siège en pays envahi. Le motif invoqué, c'est l'impossibilité où elle se trouve de tenir ses assemblées statutaires ou de réaliser l'accord des associés (Rapport de M. Falliot, Doc. Parl. Chambre, 1918, p. 1131, annexe 4989), les administrateurs, gérants ou actionnaires pouvant ne pas être touchés par les convocations.

La commission du Sénat prévoyant le cas où la

être cependant se sont-ils contentés de lire l'article 19 du Code de commerce ? Ils ont ignoré l'article 47 en localisant leurs recherches et en les limitant à l'article 19. Et pourtant l'article 47 dit bien qu'« indépendamment des degrés de sociétés indiquées dans l'article 19, la loi reconnaît les associations en participation ».

A notre avis la question est limpide. L'association en participation à objet commercial et elle seule, doit bénéficier des dispositions de la loi de 1919, malgré le dédain ou l'hostilité du législateur. Rien, ni dans le passé, ni dans le présent ne justifie pareille défaveur. L'association en participation est trop ancienne (elle existait dans notre ancien droit et l'ordonnance de 1673 en parle) pour qu'on veuille l'exclure.

1. Voir Wahl, *Précis théorique et pratique de droit commercial*, éd. 1922, n^{os} 1004 et 1005 ; Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, 6^e éd. par M. Percerou, n^o 476.

L'opinion de M. Landry était partagée, il est vrai, par quelques auteurs (Malepeyre et Jourdain, p. 160. Pardessus, *Droit commercial*, IV, 1046) et quelques décisions de jurisprudence avaient sanctionné cette manière de voir (Grenoble, 9 juillet 1831. Sir. 32.2.373 ; Bordeaux, 31 août 1831. Sir. 32.2.19 ; Paris, 29 janvier 1841. D. P. 41.2.128 ; Trib. de Com. de la Seine, 17 août 1887 (Rev. Soc., 1887, p. 593).

liste des actionnaires aurait disparu par suite des événements de guerre (1) ajoute au texte voté par la Chambre une disposition portant que « dans le cas où il serait impossible d'observer les formalités statutaires pour la convocation des assemblées générales, cette convocation serait valablement faite par voie d'insertions dans les journaux désignés par le président du tribunal. Ce magistrat fixera le nombre et la forme de ces insertions (Rapport Servant, *J. off.*, Doc. Parl. Sénat, 1919, p. 243, col. 1, annexe 168).

M. Wahl a fait justement remarquer que la difficulté de convoquer et de toucher les associés tient au lieu où ils se trouvent et non à la situation du siège social. La dispersion des associés dans des régions avec lesquelles les communications étaient interrompues par la guerre est, en effet, le principal obstacle à toute réunion, bien que le siège social se trouve en pays non envahi (2). Cela est d'autant plus vrai que les statuts des sociétés contiennent la plupart du temps une clause permettant de réunir les assemblées générales dans un endroit fixé par le conseil d'administration autre que le siège social. Quoi qu'il en soit, la loi de 1919 ne s'est attachée qu'à ce dernier.

1. Le cas s'est présenté pour deux banques de Saint-Quentin. Pendant l'occupation allemande, les listes des actionnaires avaient été perdues ainsi que les requêtes de transfert (V. Rapport Servant, annexe 168. Séance du 11 avril 1919, p. 243).

2. Wahl, *J. des Soc.*, 1919 art. cité p. 22.

Il importe de remarquer en outre que la loi de 1919 ne visait que la prorogation des sociétés expirées par l'arrivée du terme statutaire, article 1^{er}; dès lors, sont exclues les hypothèses de dissolution par la volonté des associés ou par une décision judiciaire (par exemple pour mésintelligence entre associés) et même pour d'autres causes de nature à provoquer, sans la volonté de ses membres, la dissolution de la société et qui auraient pu être écartées si elles avaient été envisagées avant leur réalisation (1).

La prorogation n'est possible, d'après la loi de 1919, que si la décision de l'assemblée générale extraordinaire intervient dans les six mois suivant la fin des hostilités, c'est-à-dire six mois après le 24 octobre 1919, pour toutes les sociétés arrivées à leur terme statutaire depuis le 1^{er} août 1914.

Par la suite, la loi du 16 juillet 1919 fut critiquée à un double point de vue : 1^o on lui reprochait d'avoir fixé un délai trop court pour user du bénéfice de la prorogation, diverses sociétés n'ayant pu réunir en temps utile leurs actionnaires disséminés de divers côtés ; 2^o d'avoir mis, pour la même raison, ces sociétés dans l'impossibilité de profiter des facilités établies, pour la tenue des assemblées extraordinaires, par la loi du 17 juin 1920, puisque les socié-

1. Wahl, art. cité p. 25.

tés visées par la loi de 1919 devaient opter pour la prorogation au plus tard le 24 avril 1920. En effet, disait le rapporteur « la loi du 17 juin 1920 a admis les sociétés ayant leur siège social ou exploitation dans les régions envahies à délibérer valablement, quel que soit l'objet de leurs délibérations à condition de satisfaire aux prescriptions de l'article 29 de la loi du 24 juillet 1867 pour les assemblées ordinaires.

« Seules les sociétés arrivées à leur terme statutaire sont exclues de ce bénéfice et depuis le 24 avril 1920 toute prorogation leur était interdite.

.
« Il semble juste et équitable de donner à ces sociétés les mêmes avantages que la loi nouvelle (celle du 17 juin 1920) consent aux sociétés qui ne sont pas arrivées à leur terme statutaire (1). »

C'est pour ces motifs qu'a été votée la loi du 24 mars 1921 sur la proposition de M. Desjardins, député de l'Aisne. Elle autorise pendant un nouveau délai de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 27 septembre 1921, la prorogation avec effet rétroactif, des sociétés ayant leur siège social ou leur exploitation en régions libérées ou dévastées et qui sont arrivées à leur terme statutaire depuis le 1^{er} août 1914. Ce délai de six mois est expiré le 27 septembre 1921 ;

le décret de promulgation date sans doute du 24 mars 1921 mais la loi n'a été insérée qu'au *Journal officiel* du 27 mars.

Il faut d'ailleurs que la réunion de l'assemblée ait lieu dans ce délai et il n'en serait plus ainsi si les membres avaient été seulement convoqués antérieurement au 27 septembre 1921 (1).

Les sociétés qui sont admises à réclamer le bénéfice de la loi du 24 mars 1921 sont toutes les catégories de sociétés des régions libérées ou dévastées arrivées à leur terme statutaire au cours de la guerre et qui n'ont pu user de la prorogation dans le délai de six mois qui expirait le 24 avril 1920. Or leur nombre est plus considérable que celui des sociétés visées par la loi de 1919. La loi du 24 mars 1921 se réfère, en effet, dans son article 2, à la loi du 17 juin 1920 et elle concerne toutes les sortes de sociétés visées par cette dernière loi, dont l'article premier est aussi général que possible : il s'applique à toutes sociétés dont le siège social où l'exploitation se trouvait, au moment des hostilités, dans les régions libérées ou dévastées (2).

1. Cassin, *La prorogation des sociétés des régions libérées ou dévastées* (J. des Soc., 1921, p. 216).

2. Peu importe que l'objet de la société soit civil ou commercial avec cette différence cependant que les sociétés civiles, autres que les sociétés minières devenues commerciales depuis le 25 septembre 1919, n'auront pas de *quorum* à atteindre, pas de requête à présenter au président du Tribunal de commerce et par voie de conséquence pas de publicité à effectuer.

I. — Quant à la forme des sociétés, la loi de 1921 ne distingue plus, comme celle de 1919, entre les sociétés par actions et les sociétés par intérêts : toutes sont admises à bénéficier de la prorogation rétroactive.

Il en est ainsi d'abord des sociétés par actions anonymes ou en commandite, à capital fixe ou variable. Toute la partie la plus active du commerce et de l'industrie se trouvant dans la région du Nord, la loi de 1921 était susceptible de s'appliquer à un grand nombre de sociétés par actions. Cependant, d'après les résultats connus (V. *infra*) il ne semble pas que beaucoup de ces sociétés aient usé de cette loi (1), soit comme le pense M. Cassin (art. cité p. 196), parce que la plupart avaient été constituées peu de temps avant la guerre pour une durée très longue, soit parce qu'elles ne se sont pas souciées de solliciter l'autorisation du président du Tribunal de commerce pour délibérer sur les questions de prorogation avec le *quorum* restreint (un quart du capital social à la première réunion admis par la loi du 17 juin 1920).

Peuvent recourir également à la prorogation rétroactive les sociétés par parts d'intérêts. La proposition votée à la Chambre n'y faisait pas allusion.

1. « Malgré le nombre considérable de sociétés venues à expiration pendant la durée des hostilités » (Projet du Gouvernement, loi de 1919, Annexe 4428, p. 371. Séance du 12 mars 1918).

Cet oubli a été réparé par le Sénat dont la commission fit remarquer que les sociétés en nom collectif ou en commandite simple, très nombreuses dans les régions industrielles et agricoles du Nord et de l'Est de la France s'étaient trouvées aux prises avec les mêmes difficultés que celles rencontrées par les sociétés par actions depuis le 1^{er} août 1914. Il n'y avait donc aucun motif de leur refuser la faveur de la prorogation (Rapport de M. Gouge, Doc. Parl., Sénat 1920, p. 1002, annexe n° 529).

D'autre part, le texte de l'article premier ne fait pas davantage de distinction, à la différence de la loi de 1919, entre les sociétés commerciales et les sociétés civiles. La loi de 1921 a donc pu être utilisée par les sociétés par actions à objet civil, créées avant la loi du 1^{er} août 1893, et aussi par les sociétés de mines arrivées avant la loi du 9 septembre 1919 à l'expiration de leur terme statutaire.

Enfin, vu la généralité des termes de l'article premier de la loi de 1921, il nous semble qu'il n'y a aucun motif d'exclure du bénéfice de cette loi les associations en participation surtout en tenant compte de ce que la loi du 24 juillet 1921 est venue les réglementer sur la base d'un type distinct de sociétés commerciales (1).

1. *Contra* : Cassin, art. cité, *J. des Soc.*, 1921, p. 197. Nous ne sommes pas cependant du même avis.

Sans doute aucun, l'association en participation n'offre aucun

II. — La loi du 24 mars 1921 s'applique à toutes les sociétés dont le siège où l'exploitation se trouvait, au moment des hostilités, dans les régions libérées ou dévastées. C'est la formule de la loi du 17 juin 1920, article 1^{er}. A ce point de vue encore ce texte est mieux conçu que celui de la loi

des éléments qui se rencontrent dans les autres sociétés :

1^o Son caractère occulte la met à l'abri ou la prive de toute publicité ;

2^o Elle n'a pas la personnalité morale ;

3^o Enfin elle n'a pas de siège social.

Le paragraphe 3 appelle une remarque.

En effet il n'est pas interdit aux participants de convenir, entre eux, d'un lieu où seront installés les bureaux, déposés les livres sociaux, du choix d'un tribunal pour juger, le cas échéant, toutes les contestations pouvant surgir. Or dans les autres catégories de sociétés ce sont les statuts, c'est-à-dire les actionnaires, qui fixent le lieu où sera fixé le siège social, avec toutes les conséquences qui en découlent.

Quelle différence relève-t-on entre les deux catégories ? Aucune à notre avis. Allons même plus loin.

Si l'on admet que la disparition de l'un des trois caractères déterminants de l'association en participation à *objet commercial*, entraîne la transformation, *ipso facto*, de la participation en une société en nom collectif, quelle sera, dans le même cas, la situation d'une association en participation à *objet civil* ?

M. Hemard (*Nullité des sociétés et sociétés de fait*, 108), nous indique que si la participation est à *objet civil*, la disparition du caractère occulte par exemple, du consentement de tous les associés, n'entraîne pas la constitution d'une société civile.

Ainsi donc cette forme d'association en participation à *objet civil* doit être admise au bénéfice de la loi du 24 mars 1921 et par voie d'extension à celle du 17 juin 1920.

La loi du 24 juin 1921 en modifiant les articles 47, 48, 49 et 50 du Code de commerce apporte un argument de poids en faveur de l'admission de l'association en participation au bénéfice des lois étudiées. D'autant plus qu'au point de vue fiscal, l'associa-

de 1919 qui ne visait que les sociétés ayant leur siège dans les régions envahies (1).

Le bénéfice de la loi de 1921 était donc subordonné à la condition que le siège social ou l'exploitation se soit trouvé, au moment des hostilités, dans les régions libérées ou dévastées. C'est le résultat d'une addition proposée par la commission du Sénat et adoptée par la Haute Assemblée. Il lui a paru que, pour assurer à la loi son maximum d'efficacité, il convenait de prendre en considération le siège de l'exploitation, car c'est celui qui importe le plus aux intéressés. Le siège social peut être éloigné du lieu de l'exploitation ; il peut varier, d'autre part, au gré du conseil d'administration, toutes les fois que les statuts l'autorisent — ce qui est fréquent — à le changer. Et surtout c'est dans la région de l'exploitation que se recrutent ordinairement la plupart des adhérents qui s'intéressent moins facilement à une entreprise lointaine

tion en participation bien que ne constituant pas une personnalité morale est assujettie aux divers droits d'enregistrement qui frappent les sociétés civiles ou commerciales et en particulier au droit de 1 0/0 sur les apports (Cass. civ., 30 déc. 1884. D. P. 85.1.201 ; 13 mars 1895. R. E., 918).

1. La loi de 1919 excluait en outre les sociétés civiles en nom collectif, association en participation ou anonyme). Pour les sociétés en nom collectif en particulier bien que l'article 20 du Code de commerce semble exiger que cette forme de société ait pour objet exclusif des opérations commerciales il est admis qu'une société à objet civil peut être constituée en nom collectif (Houpin, I. 173 ; Thaller, 612 ; Lyon-Caen, II, 1071).

dont l'utilité et les chances d'avenir échappent généralement à leur appréciation (Conf. Rapport de M. Boudenost. Sénat, Doc. Parl., p. 118, annexe n° 182). M. Wahl remarquait déjà au sujet du projet, qui devint la loi du 16 juillet 1919, que la limitation des dispositions nouvelles aux sociétés ayant leur siège social en pays envahi était une erreur : « la difficulté d'obtenir les consentements des associés ou d'arriver à réunir une des assemblées générales ne tient aucunement à la situation du siège social, elle tient au lieu où se trouvent les associés » (1). Il est évident, par exemple, qu'une société dont le siège se trouve à Paris mais qui a son siège social en pays libéré ou dévasté, se heurtera aux plus sérieuses difficultés, malgré le rétablissement des communications, à réunir ses membres, par suite de leur dispersion et de la destruction, du vol ou de la perte de nombreux titres. Il était donc juste d'admettre, même les sociétés ayant seulement leur exploitation dans les régions libérées ou dévastées, au bénéfice de la loi de 1921 ; l'expérience donnée, par la mise en œuvre de la loi, l'a démontré ; dans un discours prononcé à l'audience d'installation des nouveaux juges, le 26 janvier 1921, M. le président du Tribunal de commerce de la Seine indiquait que, relativement à l'application de la loi du 17 juin 1920, dont l'extension en était faite

1. Wahl, art. cité, *J. des Soc.*, 1919, p. 22.

par la loi du 24 mars 1921, 12 requêtes lui avaient été présentées par les sociétés possédant leur exploitation dans les régions visées par le législateur de 1921 (1).

Il suffit donc pour réclamer le bénéfice de la loi de 1921, que la société ait son siège ou son exploitation, au moment des hostilités, soit dans une commune qui a été dévastée par la guerre, même si elle n'a jamais été occupée par l'ennemi, soit dans une région qui a été envahie, même si elle a été libérée bien avant la fin de la guerre et même si elle n'a subi en fait aucune dévastation. Ce serait ajouter à la loi que de viser des conditions qu'elle ne prévoit pas (2).

Mais il suffit que la société ait eu dans ces régions ou son siège social ou son exploitation ; la loi n'impose pas la coexistence de ces deux sièges dans lesdites régions.

Au cas où une société posséderait plusieurs centres d'activité, dont quelques-unes situés en dehors des régions libérées ou dévastées, le président du Tribunal de commerce a le pouvoir d'apprécier si la société se trouve dans les conditions voulues pour profiter de la loi de 1921.

D'autre part, il n'est pas moins certain que le

1. *Revue pratique de législation et de jurisprudence commerciales*, année 1921, p. 70.

2. Cassin, *Les assemblées générales des sociétés des régions dévastées ou libérées et la loi du 17 juin 1920* (*Jurisclasseurs, Rec. jurid. des sociétés*, 1920, p. 214).

régime de la faveur institué en 1921 est inaccessible :

1° Aux sociétés qui n'avaient, au moment des hostilités, ni leur siège social, ni leur exploitation, dans les régions libérées ou dévastées, alors même que tous leurs membres appartiendraient à ces régions ;

2° Aux sociétés fondées dans ces régions même après le 3 août 1914 ;

3° Aux sociétés, même antérieures au 3 août 1914, qui n'ont transféré leur siège social ou leur exploitation en pays libéré ou dévasté, qu'après cette date.

A l'inverse n'ont pas perdu le bénéfice de la loi les sociétés, dont le siège social ou l'exploitation qui se trouvait, en août 1914, dans les régions envahies a été transféré par la suite dans d'autres localités et cela même depuis la libération du territoire et postérieurement à la promulgation de la loi de 1921 (1).

Ainsi comme la loi du 16 juillet 1919 et du 17 juin 1920, la loi du 24 mars 1921 n'a pu être utilisée que par les sociétés ayant, au moment des hostilités, leur siège ou leur exploitation dans les régions libérées ou dévastées.

En tout cas, les règles posées par la loi de 1921, comme par celle de 1919, ne s'appliquent qu'aux sociétés réunissant les conditions précédentes et qui, en outre, sont expirées pendant la guerre par l'arrivée du terme statutaire. Le législateur n'a

1. Cassin, *Rec. jurid. des Sociétés*, 1921 et *J. des Soc.*, 1921, p. 200.

prévu que ce mode de dissolution parce qu'il a pensé que c'était le seul dont les associés auraient pu vouloir écarter la réalisation s'ils avaient été à même de délibérer en temps utile. Par là se trouvent exclues de la possibilité de demander leur prorogation avec effet rétroactif, les sociétés dissoutes par la consommation de la négociation ; par la mort, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé, par l'extinction de la chose (art. 1865 C. civ.). Cette dernière cause de dissolution a été sans doute fréquente dans les régions envahies. Mais on ne doit pas perdre de vue que la destruction, même complète, des installations de la société a été le plus souvent la source d'une indemnité pour dommages de guerre, en vertu de la loi du 17 avril 1919, ou même d'une indemnité d'assurance. Or, d'après la loi du 17 avril 1919, le emploi est de droit quand il est décidé selon les conditions de vote prévues aux statuts (art. 10, § 2).

La loi de 1921 passe également sous silence d'autres faits susceptibles de provoquer la dissolution d'une société par anticipation : réduction à un seul du nombre des associés ou à moins de sept du nombre des actionnaires, perte des trois quarts du capital social et même pour mésintelligence entre les associés (décision de justice). Cette omission n'a rien que de très naturel.

En effet, c'est aux associés seuls qu'il appartient

d'apprécier si la société se trouve, à tous les points de vue examinés ci-dessus, dans les conditions requises pour profiter de la loi de 1921. Leur délibération pourra, à cet égard, être l'objet d'une révision par le président du Tribunal de commerce lorsqu'il s'agira des sociétés ayant besoin de son autorisation pour utiliser, au moyen d'une assemblée extraordinaire réunie avec un *quorum* réduit conformément à la loi du 17 juin 1920, la faculté de se proroger ouverte par la loi de 1921. Quant aux sociétés (par intérêts notamment) qui ne sont nullement astreintes à cette formalité pour se proroger, leurs membres réunis examineront, par eux-mêmes, si leur groupement possède bien son siège ou son exploitation en pays libérés ou dévastés (1). S'il était démontré par la suite que, en réalité, la société n'avait pas dans ces régions son siège principal, il appartiendrait aux personnes lésées par cette décision, c'est-à-dire aux actionnaires, aux tiers ou aux administrations fiscales de faire annuler par le président du tribunal cette délibération en démontrant la fraude ou l'erreur commise (2). L'administration

1. Cassin, art. cité. *J. des Soc.*, 1921, p. 200.

2. Cette remarque s'applique en particulier aux associations en participation. Leur non-personnalité exclut tout droit à la majorité et le consentement de tous les associés est nécessaire en temps ordinaire (Cf. Cass. civ. 21 décembre 1887. *Rev. Soc.*, 88.224). Il sera donc inutile, qu'au cas de l'absence d'un associé, le Président du Tribunal de commerce donne l'autorisation néces-

de l'enregistrement pourrait avoir intérêt à obtenir la réformation de la décision irrégulière des associés pour recouvrer les droits qui lui sont légitimement dus et dont la perception avait été empêchée du fait de la prorogation injustifiée.

Telles sont les sociétés qui, arrivées à leur terme

saire prévue par les lois étudiées puisque les règles du *quorum* ne leur sont pas applicables.

Pour les sociétés en nom collectif, bien que l'expiration du terme fixé pour la durée de la société entraîne de plein droit la dissolution de cette dernière, les associés ont toujours la faculté de la proroger à condition de réunir l'unanimité (Nancy, 12 déc. 1885. *Gaz. Pal.*, 1886.1. 458; Houpin, 1.133; Trib. com. Marseille, 9 nov. 1886, *Rev. des Soc.*, 87.135), et à moins qu'une clause expresse des statuts n'accorde à la majorité des associés le pouvoir d'imposer la prorogation à la minorité (Lyon-Caen, 4^e éd., 301). On peut même admettre pour elles la prorogation tacite, car l'écrit n'est exigé qu'au point de vue de la preuve; cette prorogation tacite put résulter du fait que les associés ont continué les opérations sociales après le terme fixé (Cass. 14 mars 1848. D.P. 48.1.120; S. 1848.1.708; Houpin, 1.133; Duvergier, 417; Guil-louard 284. Cass. 17 déc. 1889. D.P. 91.1.150). Néanmoins cette absence d'écrit n'empêchera pas les tiers de faire la preuve par tous les moyens (Lyon-Caen, Houpin, *loc. cit.*).

Sur le point de savoir si la prorogation intervenue avant l'expiration du terme fixé à la société primitive entraîne la constitution d'une société nouvelle, la majorité des auteurs se prononcent pour la négative. *Contra*: Pont, 686, mais c'est une opinion isolée.

Nous croyons utile de faire une remarque au sujet de la raison sociale. En effet si malgré le décès, la retraite ou la destitution de l'un des associés, la société continue à fonctionner, le nom de l'associé disparu doit être supprimé de la raison sociale (Cass. 28 mars 1838; Houpin, 1.174). Les associés ont bien le droit de modifier la raison sociale primitive sauf à faire la publicité nécessaire pour que les tiers connaissent cette modification (Trib. de la Seine, 23 sept. 1898. *Journ. des trib. de com.*, 1899, p. 11). Or si cette modification est intervenue avant la promulgation des lois ici étudiées, il se pourra que la raison sociale de la société, sollicitant le bénéfice des lois visées, ne soit pas la même que

normal, après le 3 août 1914 et avant le 24 mars 1921 (et non à la fin de la guerre), peuvent user de la prorogation rétroactive, que la loi de 1921 met à leur disposition.

celle de la société originaire admise de droit à la prorogation. Un président de Tribunal de commerce peu averti aurait pu soulever des difficultés.

CHAPITRE II

CONDITIONS AUXQUELLES LES SOCIÉTÉS VISÉES PAR LA LOI DU 24 MARS 1921 PEUVENT USER DE LA PROROGATION.

La loi du 16 juillet 1919 n'avait assujetti à aucune condition spéciale la délibération des associés relative à la prorogation rétroactive. Cette délibération pourra être prise, portait l'article 1^{er} « dans des conditions où elle aurait pu valablement intervenir avant l'arrivée du terme statutaire ». Il fallait donc la réunion d'une assemblée générale extraordinaire nécessitant les conditions de *quorum* et de majorité prévues par la loi du 22 novembre 1913 modifiant l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867. Les seules facilités offertes à ces sociétés étaient :

1^o La possibilité, inscrite dans l'article 4, de tenir l'assemblée dans un lieu autre que celui fixé par les statuts avec l'autorisation du Président du Tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouvait la localité choisie (1) ;

1. Pour la société en nom collectif l'autorisation du Président du Tribunal de commerce, est inutile. D'autant plus que par cette catégorie de société, le siège social peut être transféré dans un

2° De convoquer valablement les actionnaires par voie d'insertion dans des journaux désignés par ce magistrat en cas d'impossibilité d'observer les formalités prévues à cet égard par les statuts (art. 2 et 3).

La loi du 24 mars 1921 contient des dispositions toutes différentes. Elle reproduit d'abord, dans son article 2, la mesure de faveur déjà prise par l'article 4 de la loi du 16 juillet 1919: possibilité avec l'autorisation du Président du Tribunal de commerce dans le ressort duquel la société se propose de convoquer l'assemblée générale, de tenir cette assemblée dans un lieu autre que celui fixé par les statuts ; puis se référant à la loi du 17 juin 1920 qui facilite, avec la même autorisation, la tenue des assemblées extraordinaires, elle permet d'utiliser, en vue de la prorogation, le *quorum* restreint accepté par la loi du 17 juin 1920. Enfin, par son renvoi à cette dernière loi, le législateur de 1921 maintient la possibilité de convoquer les actionnaires par voie d'insertion dans les journaux au lieu de suivre les formalités statutaires. Il en résulte manifestement une dérogation très grave au droit commun des sociétés, surtout en ce qui touche celles qui sont constituées par actions.

autre lieu malgré l'opposition de l'un des associés et même en violation du pacte social, à la condition d'être publiée (Cf. Trib. de com. de la Seine, 12 août 1908. *Gaz. Trib.*, 3 octobre 1908 ; *Gaz. Pal.*, 4 décembre 1908).

On sait en effet que, d'après la loi du 22 novembre 1913, qui a modifié l'article 31 de la loi de 1867, les modifications aux statuts (autres que le changement de nationalité et l'aggravation des droits des actionnaires qui nécessitent toujours l'unanimité (1), et que le changement de forme ou objet qui exige un *quorum* non réductible des trois quarts des actions) doivent être soumises à une assemblée extraordinaire comprenant, lors de la première convocation, les trois quarts des actions, avec possibilité, si ces trois quarts ne sont pas atteints, de délibérer valablement dans une seconde réunion pourvu que la moitié des actions soit représentée ou, dans une troisième, à la condition que le tiers des actions soit représenté (L. du 24 juillet 1867, art. 31 nouveau, § 1 et § 4(2).

D'autre part, la majorité dans ces assemblées, est fixée aux deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés (art. 31 nouveau, § 4).

1. Ce n'est pas aggraver les engagements des actionnaires que de proroger la durée de la société : les règles statutaires sur les versements ne sont pas atteintes. *Commentaire de la loi du 22 novembre 1913* (Wahl, p. 22 et 28).

2. L. du 24 juillet 1867, art. 31 *ancien* à comparer.

« Les assemblées qui ont à délibérer sur des modifications aux statuts ou sur des propositions de continuation de la société au delà du terme fixé par sa durée, ou de dissolution avant ce terme, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social ».

Avant la loi de 1913 qui a modifié cet article, l'assemblée géné-

Enfin il est admis que la loi du 22 novembre 1913 s'applique aux sociétés antérieurement constituées, relativement aux modifications qui peuvent être soumises à des assemblées avec *quorum* décroissant (1).

C'est, bien entendu, une assemblée de cette nature qui doit être réunie pour proroger la société (2).

Or, en appliquant à la prorogation, les dispositions de faveur de la loi de 1920, le législateur de 1921 s'est contenté, pour la validité de cette mesure, du *quorum* restreint admis par la loi de 1920, art. 2, aux termes duquel « les assemblées extraordinaires des sociétés dont le siège social ou l'exploitation se trouvait en régions libérées ou dévastées peuvent, avec l'autorisation du Président du Tribunal de commerce dans le ressort duquel ces sociétés se proposent de tenir leurs assemblées,

rale ne pouvait proroger la durée de la société. La question était pour le moins controversée et la jurisprudence elle aussi divergente (V. Cass. 29 avril 1897. D. P. 98.1.107. Cass. 1903. D. P. 1904. 1. 83. Paris, 5 juillet 1900 (*Journ. des Soc.*, 1900, p. 428). Montpellier, 29 déc. 1909 (*Journ. des Soc.*, 1910, p. 308).

La comparaison de ces diverses décisions n'offre qu'un intérêt rétrospectif, la loi du 22 novembre 1913 ayant donné à l'assemblée générale des pouvoirs plus étendus que ceux de la loi de 1867.

1. Wahl, *Précis théorique et pratique de droit commercial*, n° 892 et les notes 1 et 2 ; Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, 6^e éd., par M. Percerou, n°s 693 et 694 *ter*.

2. Wahl, *op. cit.*, n° 1199 ; Thaller, *op. cit.*, 699.

délibérer valablement même sur les questions touchant à l'objet ou à la forme de la société, pourvu qu'elles satisfassent aux conditions prescrites par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1867 pour les assemblées ordinaires ».

Il suffit, en d'autres termes, du *quorum* d'un quart du capital social présent ou représenté, et même tout *quorum* est supprimé dans l'assemblée de la seconde convocation ; mais la loi de 1920, à laquelle se réfère celle de 1921, ne porte aucune atteinte à la règle posée en 1913 d'après laquelle la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées est nécessaire pour modifier les statuts (en dehors du changement de nationalité de la société ou de l'aggravation des droits des actionnaires) (1).

Mais en ce qui concerne les sociétés par parts d'intérêts la loi du 24 mars 1921 ne leur donnant aucune facilité spéciale, c'est le droit commun qui s'applique ; il y aura lieu tout simplement pour elles de se conformer à leurs statuts sur ce point.

Il y a donc lieu d'étudier dans deux paragraphes la prorogation des sociétés :

1^o Par actions ;

2^o Par parts intérêts.

Dans les conditions où la loi de 1921 l'autorise.

1. Cassin, *Recueil jurid.*, 1920, p. 215 et *J. des Soc.*, 1921, p. 213.

§ 1^{er}. — PROROGATION DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

En ce qui les concerne, le législateur de 1921 a eu la conviction que l'inutilisation de la loi de 1919, par les sociétés de cette catégorie, provenait de la gêne que leur avait causée la nécessité de se conformer à l'article 31, rédaction de 1913, à l'effet de modifier les statuts. « La loi du 16 juillet 1919 édictait bien des mesures facilitant les réunions des assemblées mais elle ne modifiait pas les dispositions de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés en ce qui concerne le nombre d'actionnaires qui doivent composer les assemblées générales extraordinaires et c'est ainsi que les sociétés n'ont pas pu réunir valablement l'assemblée générale qui devait se prononcer sur la prorogation de durée en raison de ce que les actionnaires dispersés dans toute la France, n'ont pas pu être touchés par les convocations individuelles ni par les insertions dans les journaux » (Exposé des motifs de la proposition Desjardin. Doc. parl. Chambre 1920, p. 1498, col. 3, annexe 1228).

En conséquence, le législateur de 1921 a estimé équitable de conférer aux sociétés dont il s'agit, les facilités de la loi de 1920.

Les mesures de faveur édictées sont en somme les suivantes :

1° L'autorisation du Président du Tribunal de commerce est requise, sinon dans tous les cas, du moins dans la plupart, pour tenir une assemblée appelée à délibérer sur la prolongation de la société.

Que l'autorisation du président ne soit pas toujours nécessaire, c'est ce qui semble bien résulter de l'article 2 de la loi du 24 mars 1921 aux termes duquel « la réunion et la délibération des assemblées générales ayant pour but de proroger la durée des sociétés par actions et par parts d'intérêts arrivées à leur terme statutaire, se feront conformément aux dispositions des articles 1, 2 et 3 de la loi du 17 juin 1920 ».

Or l'article 2 de cette dernière loi exige bien l'autorisation du Président du Tribunal de commerce mais seulement pour la réunion, avec le *quorum* réduit exigé par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1867 pour les assemblées ordinaires, des assemblées extraordinaires appelées à délibérer sur l'objet ou la forme de la société. Et il n'y a aucune assimilation à établir entre la prorogation rétroactive et le but ou la forme d'une société. Le droit commun qui demeure par suite applicable n'exige aucun contrôle judiciaire préalable pour que la société puisse se proroger ; il suffit d'une délibération de l'assemblée extraordinaire.

Cette opinion est confirmée d'ailleurs par la rédaction de l'article 1^{er} de la loi du 24 mars 1921 qui

reproduit littéralement l'article 1^{er} de celle du 16 juillet 1919. « Les sociétés par actions et par parts d'intérêts dont le siège social ou l'exploitation se trouvait, au moment des hostilités, dans les régions libérées ou dévastées et qui sont arrivées à leur terme statutaire peuvent proroger leur durée avec effet rétroactif au jour de ce terme, dans les conditions où la prorogation aurait pu être valablement déclarée avant la date de leur expiration ». Or, avant cette date, les sociétés n'étaient nullement astreintes à obtenir, à cet effet, une autorisation judiciaire.

Nous en concluons avec M. Cassin (art. cité *J. des Soc.* 1921, p. 209) que cette autorisation ne s'impose pas dans tous les cas. Ne doivent y recourir que les sociétés désirant convoquer une assemblée extraordinaire avec le *quorum* réduit permis par la loi de 1920 en vue, non seulement, de décider la prorogation rétroactive mais de délibérer sur les moyens à employer pour que la société puisse atteindre le but cherché, moyens dont la réalisation peut rendre nécessaires d'autres modifications aux statuts, par exemple celle des pouvoirs des administrateurs, à la constitution des réserves et à la répartition des dividendes. L'autorisation du Président du Tribunal de commerce devient alors indispensable pour la réunion de l'assemblée extraordinaire.

Cette autorisation est soumise par les articles 2 et 3 de la loi du 17 juin 1920 à certaines règles particulières :

a) Elle doit être demandée au Président du Tribunal de commerce du lieu où la société, ou plus exactement le conseil d'administration, se propose de convoquer l'assemblée générale extraordinaire.

b) Aux termes de l'article 3 de la loi de 1920, cette autorisation est donnée, après enquête, par ordonnance du Président, sur requête présentée par les sociétés intéressées.

Ce système de l'autorisation judiciaire est conforme, malgré quelques innovations, aux précédents suivis depuis la guerre, relativement aux dispositions de faveur concernant la convocation et la tenue des assemblées générales. Une loi du 6 février 1915 avait déjà pris des mesures à cet effet, mais cette loi se caractérisait par quatre traits qui ne se retrouvent plus dans les lois postérieures.

a. Elle ne permettait le changement du lieu de réunion qu'en cas d'impossibilité absolue de communication ;

b. Elle n'autorisait la réunion qu'au lieu de résidence de l'intéressé ;

c. Elle exigeait qu'après le rétablissement des communications, l'assemblée fût réunie de nouveau au siège social, et qu'il fût déposé au greffe de ce lieu une copie du procès-verbal ;

d. Enfin c'était le Président du Tribunal civil et non⁷ celui du Tribunal de commerce, qui devait donner son autorisation (1).

La loi du 16 juillet 1919 substitua l'autorisation du Président du Tribunal de commerce à celle du Président du Tribunal civil et ce changement a été conservé dans les lois de 1920 et de 1921 (2).

A quelles conditions cette autorisation peut-elle être obtenue ?

Réponse très simple ; il suffit en effet :

1° Que la société ait son siège ou son exploitation dans les régions libérées ou dévastées.

2° Qu'elle soit dans l'impossibilité d'observer les formalités statutaires. Sous cette réserve, le Président du Tribunal de commerce saisi d'une requête aux fins d'autorisation jouit d'une latitude absolue ; il est seul maître d'apprécier s'il convient d'accepter ou d'écarter la demande. La loi de 1920 l'oblige sans doute, à faire une enquête. Mais l'article 3 n'indique pas en quelle forme elle aura lieu (3). Il statuera donc en conscience, mais c'est peut-être alors la porte ouverte à l'abus.

Cette conception des lois de 1920 et de 1921 nous paraît critiquable. Il est excessif de confier à un

1. Voir Wahl, article cité (*J. des Soc.*, 1919, p. 26 et 27 et un texte général (loi du 6 février 1915, art. 3, al. 2).

2. Ce qui à notre avis, n'est pas une mesure très heureuse.

3. Cassin, article cité, *Rec. jurid. des Sociétés*, 1920, p. 218.

seul individu, fût-il Président d'un Tribunal de commerce, le soin de décider si une société est fondée ou non à réclamer une prolongation de son existence. D'ailleurs, ce magistrat, commerçant lui-même, peut être le concurrent de la société requérante et alors l'intérêt personnel ne dictera-t-il pas la décision ? Il aurait mieux valu confier au Tribunal tout entier, mieux au Tribunal civil le soin de statuer sur cette requête. Les sociétés y auraient gagné plus de garantie. La compétence de la juridiction consulaire aurait dû être écartée ici.

Le Président statuant par voie d'ordonnance sur requête, il en résulte, malgré l'enquête, qu'il n'y a pas de procédure contradictoire et qu'aucune voie de recours ne peut être exercée contre la décision de ce magistrat (1).

1. La thèse contraire — que M. Cassin ne partage pas — relative à la possibilité du recours contre l'ordonnance du président du tribunal de commerce, nous paraît devoir retenir notre attention.

En effet la question de savoir si l'ordonnance rendue sur requête aux fins de saisie conservatoire est susceptible d'opposition ou d'appel est sérieusement controversée. Pas d'accord sur la question. Certains auteurs (Glasson, *Dissertation*. D. P. 1887. 2. 17 note 1, Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 4^e éd., t. I, p. 531 et 534. Glasson et Colmet d'Aage, 2^e éd., t. I p. 493, et t. II, p. 650 et 651, se prononcent pour la négative.

Par contre la majorité des auteurs et la jurisprudence admettent la possibilité de l'opposition ou de l'appel (Alger, 1^{er} mars 1897, D. P. 97.2.478 ; Paris, 30 juillet 1875, D. P. 76.2. 40 ; Paris, 3 décembre 1876, *Journ. des avoués*, t. 101, 1876, p. 137) à condition toutefois d'avoir respecté les règles de formes et de délais.

La loi du 17 juillet 1920 est bien muette en effet sur la ques-

C'est là une autre injustice. Un actionnaire qui redoute une atteinte à ses droits résultant d'une délibération prise à la faveur d'un *quorum* restreint, dans une assemblée extraordinaire, n'aura aucun moyen d'écarter le danger qui le menace. Tout au plus pourrait-il, s'il était encore temps, déposer également une requête pour signaler au Président les inconvénients de l'autorisation sollicitée par le conseil d'administration. Aurait-il au moins la faculté de demander la nullité de la délibération prise, en démontrant que l'autorisation a été accordée par suite d'une erreur de droit, à une société qui ne se trouvait pas dans les conditions requises pour l'obtenir ? Il semble ici que l'actionnaire pourra agir en nullité, à raison du caractère d'acte de juridiction gracieuse de l'ordonnance du président qui est dépourvue de l'autorité de la chose jugée. Seulement la nullité efficace pour l'associé deviendrait à

tion de la possibilité de l'opposition ou de l'appel ; mais si l'on adopte la thèse ci-dessus on s'expliquerait mal que l'on ne puisse étendre ces dispositions bienveillantes à la requête visée par la loi de 1920.

Du reste la procédure du référé commercial qui n'avait pas été prévue jusqu'ici, viendra à bref délai, malheureusement croyons-nous, étendre les pouvoirs donnés au Président du Tribunal de commerce. Un projet de loi l'instituant a été voté par la Chambre des députés (*Journ. off.* du 17 déc. 1923) et l'article 417 du Code de commerce serait complété ainsi qu'il suit : « Le Président du Tribunal de commerce ou le juge qui le remplacera pourra être saisi par la voie du référé, dans tous les cas d'urgence, à la condition qu'ils rentrent dans la compétence des tribunaux de commerce.

son tour dangereuse pour les tiers qui auraient traité avec la société, postérieurement à la délibération attaquée (1).

L'autorisation, dans le cas où sa nécessité est reconnue, doit être *préalable*. Dès lors elle ne pourrait être sollicitée par une société qui, soit avant, soit après l'arrivée du terme statutaire, aurait déjà décidé sa prorogation, mais sans observer les conditions de *quorum* ou de majorité prescrites par l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, modifiée en 1913. La nullité dont serait atteinte cette délibération ne serait pas couverte rétroactivement ; l'autorisation tardive n'aurait d'autre résultat que de permettre la tenue d'une assemblée nouvelle qui seule aurait qualité et pouvoir pour statuer utilement sur une prorogation.

Inversement, il est certain que les sociétés visées par la loi du 24 mars 1921 peuvent, si elles le désirent, se passer de l'autorisation du Président pour se proroger, mais la réunion de l'assemblée générale doit avoir lieu dans les conditions prescrites dans le droit commun et sans aucune réduction de *quorum*. (2).

II. — La seconde faveur accordée aux sociétés par actions visée par la loi du 24 mars 1921, par suite de la référence à la loi de 1920, est la possibi-

1. Cassin, même article, p. 209.

2. Cassin, art. cité, *J. des Soc.*, 1921, p. 214.

lité de convoquer, quand il est impossible de suivre les formalités statutaires, les actionnaires par voie d'insertion dans les journaux désignés par le président du tribunal de commerce qui fixe le nombre et la forme de ces insertions.

Cette disposition, empruntée à la loi du 16 juillet 1919 (art. 2 § 3), présentait évidemment moins d'opportunité en 1921, mais elle pouvait encore garder quelque utilité. Il va de soi, d'autre part, que la prorogation doit être publiée, car c'est là une décision que les tiers ont le plus grand intérêt à connaître. La loi de 1921 n'innovant en aucune manière à cet égard, c'est le droit commun qui s'applique à cette prolongation, quant à sa publicité. On devra donc observer les règles de publicité concernant les actes postérieurs à la constitution, c'est-à-dire les formalités de dépôt du procès-verbal de délibération, dans le mois de sa date, aux greffes des tribunaux de commerce et des justices de paix du siège social et des succursales et d'insertion, dans le même délai d'un extrait de ce procès-verbal dans un journal d'annonces légales (L. du 24 juillet 1867, art. 64 § 1 et 2).

III. — Mais la loi de 1921, par le renvoi que fait son article 2, aux dispositions des articles 1, 2 et 3 de la loi du 17 juin 1920 étend à la prorogation rétroactive les facilités accordées par ces textes, quant à la validité des délibérations des assemblées

générales extraordinaires, notamment quant au *quorum*. Or, cette loi permet (art. 2) de délibérer valablement dans ces assemblées, pourvu que le *quorum* atteigne celui prescrit par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1867 pour les assemblées ordinaires. En d'autres termes, il suffit du *quorum* du quart des actions présentes ou représentées, à la première réunion, et s'il n'est pas atteint, aucun *quorum* n'est exigé dans une nouvelle réunion, la délibération est valable, quelle que soit la portion du capital représenté par les actionnaires présents (L. du 24 juillet 1867, art. 29, § 1 et 2). Et même aucun *quorum* n'est exigé dans les sociétés en commandite par actions par suite d'un oubli du législateur de 1867 (1), oubli qui d'ailleurs est réparé la plupart du temps par les statuts.

Cette réduction ou même cette suppression de tout *quorum* qui constitue une grave atteinte au droit commun des sociétés se justifie, d'après le rapporteur de la loi au Sénat, M. Boudenoot, par la difficulté où se trouvent les sociétés des régions libérées ou dévastées, de réunir les actionnaires en nombre suffisant pour obéir aux prescriptions de l'article 31 de la loi de 1867 (rédaction du 22 novembre 1913), beaucoup de titres pouvant être égarés, détruits ou volés et la liste des actionnaires elle-même étant quelquefois perdue (2) (Sénat,

1. Wahl, *Précis*, n° 875; Thaller et Percerou, *Traité* n° 683.

2. Voir note 1, p. 25.

Doc. Parl., 1920, p. 118, annexe n° 182, col. 2).

Ces mesures de faveur ne se rencontraient pas dans la loi du 16 juillet 1919 et les promoteurs de la loi de 1921 en ont conclu que là résidait la cause du peu d'empressement avec lequel, les sociétés du Nord et de l'Est, avaient mis à profit la loi de 1919. Ils pensaient que, en raison des facilités nouvelles, le nombre des sociétés désireuses de profiter de la prorogation rétroactive serait beaucoup plus considérable.

D'ailleurs, la plupart des difficultés suscitées par le laconisme de la loi de 1919 ne se posent plus pour l'application de la loi de 1921.

C'est ainsi qu'il paraît superflu d'insister sur la distinction quant à la portée de la loi de 1920, entre les sociétés soumises à la loi du 22 novembre 1913 et les sociétés postérieures à cette loi (1). Cette

1. Le problème est connu et il est ainsi posé : « Les dispositions de la loi du 22 novembre 1913 sont-elles rétroactives dans leur totalité ou bien ne faut-il considérer comme telles que les dispositions visant l'article 27 de la loi de 1867 et exclure ainsi du bénéfice de cette rétroactivité, les dispositions de l'article 31 § 1 et 3 ? »

Nous n'avons pas la prétention de résoudre une si grosse question sur laquelle les plus savants maîtres ne sont pas encore d'accord. Certes l'intention du législateur en faveur de la rétroactivité générale ne saurait être mise en doute, mais une fois de plus nous dirons que le législateur n'a pas su, une fois de plus, exprimer correctement sa pensée.

En tout état de cause nous estimons que, suivant que l'on adopte ou que l'on rejette la thèse de la rétroactivité, les conséquences de la loi du 17 juin 1920 seront différentes. Les parti-

distinction était utile en 1920 parce que cette loi donnait la faculté d'opérer des changements très graves, touchant notamment l'objet ou la forme à l'égard desquels on est d'accord pour reconnaître que la loi du 22 novembre 1913 n'a pas d'effet rétroactif et ne vise pas les sociétés constituées avant sa promulgation (1).

La loi de 1920 simplifiant le *quorum* exigé par la loi de 1913 comportait la même distinction quant à sa portée d'application. Mais la prorogation même rétroactive ne saurait être assimilée au changement profond qui justifie cette distinction (2).

Dès lors les *quorum* décroissants, prévus par la loi de 1913 s'appliquant aux délibérations relatives à la prorogation, que la société, qui veut user de la loi du 24 mars 1921, soit antérieure ou postérieure à celle de 1913, elle pourra, quelle que soit la date de sa constitution, bénéficier des lois de 1920 et de 1921 et délibérer valablement à la seule condition

sans de la rétroactivité se plairaient à voir dans la loi du 17 juin 1920 une loi interprétative mettant sur un même pied d'égalité toutes les sociétés antérieures ou postérieures à la loi de 1913. On aboutirait ainsi au *quorum* uniforme.

Repousse-t-on au contraire cette rétroactivité ? On arrive ainsi à restreindre singulièrement la portée d'application de la loi de 1920 car pour les sociétés constituées avant 1913, toutes modifications touchant aux bases essentielles demeurent interdites (Cf. Cassin, art. cité, p. 217-218).

1. Wahl, *Précis*, n° 892 ; Thaller et Percerou, *Traité*, n° 694 *ter*.

2. Wahl, *Précis*, n° 892 ; Thaller et Percerou, *Traité*, n° 699.

d'observer les règles prescrites par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1867 (1).

Les règles dont il s'agit consistent, nous l'avons vu, dans l'abaissement du *quorum* au quart, à la première réunion, et même à la suppression de tout *quorum*, lors de la deuxième convocation. En outre, si les statuts exigeaient un *quorum* des trois quarts, sans réduction, pour la prorogation, il nous semble certain que cette clause serait sans valeur en présence des lois de 1920 et de 1921, qui, destinées à aider au relèvement économique du pays, ne doivent être entravées par aucun obstacle résultant de stipulations conventionnelles qui n'avaient pas pu prévoir la guerre et ses conséquences.

Mais la majorité nécessaire, pour la prolongation de la société, reste celle imposée par la loi du 22 novembre 1913. Le texte de l'article 2 de la loi de 1920 ne vise, en effet, que les questions de *quorum*. Les exceptions, même de faveur, au droit commun comportant toujours une interprétation étroite, on est impérativement amené à considérer, comme maintenue, la règle posée par l'article 31, § 4, rédaction de la loi du 22 novembre 1913, et d'après laquelle, dans toutes les assemblées générales extraordinaires, les assemblées, pour être valables, devront réunir les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés. Et cette

1. Cassin, *J. des Soc.*, 1921, art. cit., p. 211.

règle est rétroactive; elle s'applique, en un mot, à toutes les sociétés par actions quelle que soit la date de leur constitution (L. du 22 novembre 1913, art. 4). Il faudra donc toujours qu'une majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées soit favorable à la prorogation; la délibération serait nulle si elle avait été prise à la simple majorité des voix présentes ou représentées, dont se contente l'article 28, § 1 de la loi du 24 juillet 1867 pour les assemblées ordinaires. De ce que les principes applicables à la majorité, sont ici ceux des assemblées extraordinaires, il résultera encore que l'article 2 de la loi du 17 juin 1920, n'a nullement porté atteinte à l'article 31, § 2, modifié en 1913, de la loi du 24 juillet 1867, et aux termes duquel chaque actionnaire est admis, malgré toute clause contraire, à l'assemblée extraordinaire, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, et a droit à autant de voix que d'actions possédées par lui.

D'autre part, si la première réunion n'atteint pas le *quorum* d'un quart, il y aura lieu d'observer les délais spéciaux et la publication particulière imposée par l'article 31, § 4, de la loi de 1867, rédaction de 1913; deux convocations, séparées par quinze jours d'intervalle, devront être insérées dans le bulletin des annexes du *Journal officiel* et dans un journal d'annonces légales du lieu du siège

social ou de l'exploitation, lorsque la première assemblée n'aura pas réuni le *quorum* d'un quart. La convocation bien entendu devra être accompagnée de l'ordre du jour.

Toutes ces règles s'appliqueront en principe aux commandites par actions ; toutefois il va de soi que, dans ces sociétés, le consentement du ou des gérants sera nécessaire pour la prorogation, comme en général pour toutes les modifications des statuts (1).

En résumé, la prorogation d'une société par actions appelée à bénéficier des faveurs de la loi de 1921, est possible :

1° Sur première convocation avec *quorum* d'un quart ;

2° Sur deuxième convocation avec un *quorum* quelconque ;

3° Mais la majorité, à chaque réunion, doit être toujours des $\frac{2}{3}$ des voix présentes ou représentées.

Ce sont là des avantages importants ; aussi les sociétés par actions n'ont-elles pas un monopole, et tout au moins, en ce qui concerne la prorogation rétroactive, le bénéfice en a été étendu aux sociétés par intérêt, si nombreuses dans les régions industrielles du Nord et de l'Est de la France.

1. Conf., sur tous ces points, Cassin. *Rec. juridique des sociétés*, art. cité, 1920, p. 215, et *J. des Soc.*, 1921, art. cité, p. 213.

§ 2. — PROROGATION DES SOCIÉTÉS PAR INTÉRÊTS

D'après l'article 3 de la loi du 24 mars 1921, « les sociétés par parts d'intérêts sont admises au bénéfice des dispositions prévues par la présente loi dans les termes de leurs statuts ». Il y aurait eu, en effet, injustice à les exclure de ce bénéfice ; car, pour avoir un capital moindre et pour opérer sur un cercle d'exploitation plus restreint, les sociétés par intérêts se heurtent aux mêmes difficultés pour prolonger leur existence ; elles devaient profiter des mêmes facilités.

Mais, par la nature même des choses, l'intervention de la loi en leur faveur ne pouvait pas apporter des innovations aussi radicales aux règles qui les dominent. La société par intérêts ne groupe en effet qu'un nombre restreint de personnes, les difficultés que rencontre leur convocation sont par là même moins insurmontables. Puis il n'existait pas à leur égard, dans la législation antérieure, des stipulations analogues à celles régissant les assemblées extraordinaires dans les sociétés par actions.

Le droit commun impose aux associés par intérêts leur consentement unanime pour modifier les statuts ; le contrat forme à leur égard une loi véritable dont la destruction comme la collaboration, exige la volonté de tous ceux qui ont consenti à grouper

leurs efforts dans un but commun (1). La volonté prédominante de la majorité, pour changer les statuts, n'a pu être consacrée dans les sociétés par actions que par suite de l'existence de textes formels et en raison même du grand nombre des actionnaires. La prorogation, comme les autres atteintes aux statuts, nécessitera donc l'accord de tous les associés par parts d'intérêts.

Cependant, le rapporteur au Sénat, M. Gouge, à l'initiative duquel les sociétés par intérêts doivent d'avoir été appelées à bénéficier de la loi de 1921, paraissait bien admettre que la prorogation de ces sociétés pourrait être décidée aux mêmes conditions que celles des sociétés par actions (Sénat, Doc. Parl. 1920, p. 1002 ; annexe 529) et le texte de la proposition arrêtée par la commission du Sénat portait (art. 1^{er}, § 2) que « la réunion et la délibération des
« assemblées générales ayant pour but de proroger
« la durée des sociétés par actions et par parts d'in-
« térêts arrivées à leur terme statutaire, se feraient
« conformément aux dispositions des articles 1, 2 et 3
« de la loi du 17 juin 1920, c'est-à-dire avec un *quo-*
« *rum* d'un quart sur la première convocation et avec
« la majorité des 2/3 ». Mais dans le texte voté par le Sénat le 23 décembre 1920 ; et qui est resté le texte définitif, il n'est plus fait mention des sociétés par

1. Wahl, *Précis*, n^{os} 606 et 607. — Thaller et Percerou, *Traité*, n^{os} 375 et 376.

parts d'intérêts, pour le renvoi à l'article 2 de la loi de 1920, bien que le texte de la commission du Sénat ait été repris avec l'addition des sociétés par parts d'intérêts, comprise dans le renvoi à l'article 2, par la commission de la Chambre avant le vote final par celle-ci (*J. off. Doc. Parl., Chambre, 1921, n° 529, col. 3, annexe 2144*). Mais le maintien de cette rédaction eût engendré les difficultés les plus graves, l'extension de la règle du *quorum* du quart, aux sociétés en nom collectif et aux commandites simples, eût produit un véritable bouleversement de tous les principes admis jusque-là et le Gouvernement n'a pas voulu s'aventurer si loin, si bien que, dans le texte promulgué au *Journal officiel*, le renvoi à la loi de 1920 a disparu de l'article 2 en ce qui le concerne.

Dès lors la loi de 1921 se borne, pour cette catégorie de sociétés, à leur permettre de décider leur prorogation rétroactive, mais en se conformant au droit commun (unanimité) ou à leurs statuts au cas, assez fréquent d'ailleurs, où ceux-ci peuvent se contenter de la majorité pour modifier les statuts sur un point quelconque (1) ; il n'est plus besoin en outre de solliciter préalablement à la tenue de l'assemblée, l'autorisation du Président.

Qu'il s'agisse d'une société par intérêts ou d'une so-

1. Cf. Cassin, art. cité, *J. des Soc.*, 1921, p. 215.

ciété par actions, la prorogation tardivement décidée ne peut produire son effet rétroactif au jour du terme normal, que si la décision de l'assemblée extraordinaire est intervenue au plus tard dans les six mois de la promulgation de la loi du 24 mars 1921, l'insertion de la loi au *Journal officiel* étant du 27 mars ce délai a pris fin le 27 septembre 1921.

D'autre part, d'après l'article 4 de la loi du 17 juin 1920, cette loi a cessé de s'appliquer à l'expiration des deux années qui ont suivi la date fixée pour la cessation des hostilités, c'est-à-dire le 24 octobre 1921. Les sociétés qui auront usé simultanément de ces deux lois n'ont donc pu en profiter, pour proroger rétroactivement leurs statuts, que jusqu'au 27 septembre 1921. La publication de la décision prise a pu, d'ailleurs, se faire dans le délai d'un mois de l'assemblée, même après le 27 septembre 1921.

Peut-être pourra-t-on reprocher au législateur de 1921 d'avoir édicté un délai trop court. Tous les prisonniers étaient-ils bien revenus à la fin de septembre 1921 ? Et si les absents ont pu, ultérieurement, revoir la France, quelle sera leur situation en face d'une décision de prorogation peut-être contraire à leurs intérêts les plus légitimes ? Le législateur de 1921 n'a pas envisagé, évidemment, des hypothèses de ce genre, bien que, malheureusement, elles ne soient pas irréalisables. Ne serait-ce pas

cependant le cas d'invoquer la maxime : « *Contra non valentem agere non currit præscriptio* » ? Les droits de ceux qui n'ont pu faire entendre leurs voix ne devraient pas être irrémédiablement sacrifiés.

CHAPITRE III

LES CONSÉQUENCES DE LA PROROGATION RÉTROACTIVE. — VALIDATION DES ACTES DES ADMINISTRATEURS ET DES GÉRANTS

La prorogation d'une société expirée, décidée avec effet rétroactif au jour du terme statutaire, entraîne cette conséquence que la société est réputée n'avoir jamais arrêté son existence (art. 1^{er} de la loi de 1921). C'est une situation tout à fait en dehors du droit commun aux termes duquel, quand une société déjà expirée décide de se proroger, la prétendue prorogation est en réalité la constitution d'une société nouvelle. Et elle est soumise à toutes les conditions requises pour cette opération. Il en résulte les conséquences suivantes :

1° Comme il s'agit d'une société nouvelle, aucun des anciens actionnaires ne peut être forcé de rester dans cette société soi-disant prorogée;

2° Toutes les formalités de la période constitutive doivent être observées : il faut notamment les souscriptions et le versement du premier quart et au

minimum de 25 francs, constaté par une déclaration devant notaire;

3° La publicité est celle des sociétés nouvelles et non celle des actes modifiant les statuts;

4° Le capital social pourra être fixé à un chiffre correspondant à la valeur de l'actif de l'ancienne société (1); ce qui ne serait pas nécessaire en cas de prorogation avant le terme de la société. Mais si l'actif net est tombé au-dessous du capital nominal, les actions attribuées à chacun des actionnaires pour sa part, dans l'actif, ne devront pas dépasser le chiffre de sa part dans le passif. De plus, ce seront des actions d'apports, donc non négociables pendant les deux ans qui suivront la date de la constitution définitive de la société;

5° Au point de vue fiscal, ainsi que nous l'avons déjà mentionné dans notre introduction, la société tardivement prorogée, paye les droits et est assujettie aux déclarations auxquelles sont astreintes les sociétés nouvelles (2). Nous verrons ci-après la différence des droits à payer suivant qu'il s'agit d'une prorogation tardive ou anticipée.

6° La transmission de la propriété des immeubles, en cas de prorogation tardive, aux associés, sera considérée comme une véritable mutation immobi-

1. Il pourra être diminué et même augmenté.

2. Wahl, *Précis*, nos 1198 et 1199, et *Journ. des Soc.*, art. cité, 1919, p. 12 et suiv.; Cassin, *Journ. des Soc.*, 1921, art. cité, p. 204 et suiv.

lière assujettie aux droits de transcription de 2 0/0, perçus lors de l'enregistrement de l'acte de société, plus la taxe hypothécaire de 0,40 0/0 (loi du 25 juin 1920, art. 25 et du 30 juillet 1921).

Pour les autres apports le droit exigible est celui dû sur les sociétés nouvelles, c'est-à-dire 1 0/0 (Loi du 29 juin 1918, art. 13) ; il est assis sur l'estimation de l'actif au jour de la décision tardive. En outre, si les apports sont grevés d'un passif, par exemple du passif à la charge de la société déjà expirée, ce passif pris en charge par la société nouvelle sera passible du droit de vente au tarif majoré par la loi du 25 juin 1920 et qui varie aujourd'hui de 1,25 0/0 pour les marchandises neuves à 10 0/0 pour les immeubles ;

7° Les conséquences fiscales de la prorogation tardive ne seront pas les moins désastreuses pour la société à l'égard des titres. Toutes les actions étant considérées comme appartenant à une société nouvelle seront soumises à un nouveau droit de timbre, de 1 à 2 0/0 au comptant, suivant que la durée de la société nouvelle n'excède pas ou excède dix ans (Loi du 5 juin 1850 et loi du 25 juin 1920, art. 48) ; ou au régime de l'abonnement annuel, que la société devra contracter de nouveau comme si son existence n'avait aucun lien avec le passé, à raison de 0, 10 0/0 sur son capital (1).

1. Dans le cas de renouvellement d'une société constituée

D'autre part, la taxe annuelle de transmission des titres au porteur, créés par la loi du 23 juin 1857 et aujourd'hui de 0,60 0/0 (Loi du 30 juin 1923) serait réclamée sur la valeur nominale des titres et non sur la valeur moyenne des titres au cours de l'année précédente (1).

La quasi-totalité des tarifs applicables à l'enregistrement des actes des sociétés, au timbre des actions et obligations, au droit de transmission, à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ont été complètement modifiés par la loi du 25 juin 1920 et il nous paraît utile de grouper ces modifications et de les opposer suivant qu'il s'agit d'une prorogation ou d'une constitution nouvelle.

Le droit proportionnel d'enregistrement de 1 0/0 n'a pas subi de modification ; les droits fixes ont été doublés et les droits de timbre ont été sensiblement relevés.

En cas de prorogation un seul droit proportionnel de 1 0/0 sans décimes (2) est perçu (Loi du

pour une durée n'excédant pas dix années, les certificats d'actions sont soumis de nouveau à la formalité du timbre, à moins que la société n'ait contracté un abonnement, qui dans ce cas se trouve prorogé pour la durée nouvelle de la société (Loi du 5 juin 1850, art. 26).

1. Wahl, *Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs immobilières*, 1909, notamment, t. I, n^{os} 541 et suiv., et *Journ. des Soc.*, 1919, art. cité, p. 15 et 16 ; Cassin, *Journ. des Soc.*, art. cité, 1921, p. 205.

2. Ce droit de 1 0/0 sera même réduit à 0,25 0/0 (V. p. 46, § 2).

29 juin 1918, art. 15) sur *l'actif net au moment où intervient la prorogation* (1).

Dans le second cas les droits à percevoir sont les suivants : droits exigibles lors de la constitution c'est-à-dire droit proportionnel de 1 0/0 sans décimes, droit fixe de 6 francs sans décimes (loi du 22 juin an VII, art. 67, § 3, n° 4, loi du 25 juin 1920, art. 28), droit de transcription proprement de 2 0/0 sans décimes (loi du 25 juin 1920, art. 25) et droit de formalité de transcription 0, 25 sans décimes (loi du 25 juillet 1900).

En dehors du droit proportionnel ordinaire et des divers droits fixes, les actes des sociétés nouvelles sont passibles d'un droit proportionnel particulier

1. Les actes de prorogation, sont comme les actes de constitution de la société, soumis au droit proportionnel sur l'actif net de la société prorogée, déduction faite du passif dont elle est grevée (Trib. Seine, 2 mars 1900 et 29 janvier 1904; *R. E.*, art. 2431; *J. E.*, art. 26059; *R. E.*, art. 3525; *J. E.*, art. 26692).

Dans le total des apports, sur lequel le droit se calcule, déduction du passif, on doit comprendre outre le capital social formé des apports primitifs, les réserves statutaires, extraordinaires et autres qui sont venues s'ajouter depuis et sont destinées à faire face à certaines éventualités (Cass., 24 juin 1876. *J. N.*, art. 21429; Cass., 17 mars 1903, *Journ. des Soc.*, 1903, p. 249; Cass., 11 avril 1905, *Journ. des Soc.*, 1906, p. 11, 22 octobre 1907, *Journ. des Soc.*, 1908, p. 224 et 226, etc. A citer *a contrario* une opinion isolée (Soissons, 10 juillet 1901, *Journ. des Soc.*, 1902, p. 123. Houpin, *Journ. des Soc.*, 1903, p. 241).

En un mot, le droit proportionnel, et c'est le point qui nous intéresse le plus, doit se liquider en cas de prorogation sur l'actif net de la société au moment de cette prorogation et non pas sur le montant des apports primitifs (V. Houpin, p. 194, n° 1533, 5^e éd.).

De Susini

lorsqu'ils contiennent obligation, libération ou transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés individuellement ou autres personnes.

Ainsi qu'on va le voir ces droits sont multiples et coûteux; le seul moyen de les éviter c'est de décider de la prorogation de la société avant son expiration.

Pour mieux montrer l'importance des lois votées et ici étudiées nous allons envisager les hypothèses multiples qui peuvent se produire au moment de la constitution d'une société et pour lesquelles il sera perçu des droits de timbre et d'acquittement quelquefois très élevés.

I. — Apport à titre onéreux pouvant consister en l'apport de propriétés, brevets, etc.

A. *Bail*. — Cession faite à la société, à charge par elle de payer les loyers (0,60 0/0 sans décimes, loi du 25 juin 1920, art. 26) ou bien cession de bail faite à la société à charge par elle de payer à l'apporteur du droit au bail, un prix indépendant des loyers (droit variant de 5 à 6,25 0/0 sans décimes, loi du 25 juin 1920);

B. *Marque de fabrique. Brevets d'inventions*. — Diverses hypothèses sont à examiner. La loi du 25 juin 1920, art. 24 et 26, fixait des droits allant de 5 à 6,25 0/0 sans décimes;

C. *Marchés, meubles*. — Cet apport est grevé

d'un droit de 5 0/0 sans décimes (loi du 25 juin 1920, art. 24);

D. *Apports consistant en travaux effectués.* — 5 0/0 sans décimes (loi du 25 juin 1920, art. 24);

E. *Fond de commerce.* — Il est perçu un droit 5 0/0 sans décimes sur les éléments incorporels (à Paris 6,25 0/0 sans décimes) non compris un droit de 1 fr. 25 0/0 sur les marchandises neuves en magasin;

F. *Immeubles, droit d'exploitation jusqu'à épuisement ou droit de propriété sur une mine, droit de recherches.*

Il est perçu sur ces apports un droit de 10 0/0 sans décimes (loi du 25 juin 1920, art. 25). On touche ici du doigt l'importance de la rétroactivité des lois de 1919, 1920 et 1921; Que l'on songe à la valeur des mines en particulier!...

Le droit d'exploitation simple n'est frappé que d'un droit de 5 0/0 sans décimes (loi du 25 juin 1920, art. 94).

II. — Si la société n'était pas prorogée il faudrait envisager aussi l'ancienne société à dissoudre et à partager. Pour la dissolution le droit à percevoir est insignifiant (15 francs, décimes compris loi du 25 juin 1920, art. 28); par contre le partage de l'actif social donnera lieu à la perception d'un droit de 0,50 0/0, décimes compris (1) (loi de 29 juin 1918, art. 5). La

1. En cas d'attribution à un associé des valeurs apportées par lui.

situation serait aggravée si le partage attribuait un apport à un associé autre que l'apporteur. Il aurait à payer les droits de la vente.

C'est précisément pour éviter tous ces inconvénients que la loi du 24 mars 1921 a permis aux membres des sociétés qu'elle vise de donner un effet rétroactif à la décision de prorogation intervenue après l'expiration normale de leur société.

La loi de 1921 reproduit ici la faculté déjà créée par celle du 16 juillet 1919. Mais il va de soi qu'il ne s'agit que d'une pure faveur ; c'est ce qu'exprime l'article 1^{er} : « les sociétés... *peuvent* proroger leur durée ». Il est donc possible aux sociétés de décliner cette faveur et de préférer la formation d'un groupement nouveau, mais alors à charge d'observer toutes les conditions prescrites pour la formation d'une société (1).

Quel peut être, dans ces conditions, et en présence de charges aussi lourdes, l'intérêt de la société à se proroger tardivement et sans rétroactivité ? Evidemment le désir d'échapper à la responsabilité d'engagements onéreux contractés par le gérant ou les administrateurs pendant la période éprouvée

1. Signalons la différence entre le texte même de la loi de 1921, « prorogeant les sociétés par actions » — ce qui laisserait supposer, à tort du reste, une prorogation d'office — et l'article 1^{er} de la même loi qui parle de prorogation facultative (Conf. Cassin, *Journ. des Soc.*, art. cité, p. 193).

c'est-à-dire depuis l'arrivée du terme statutaire (1).

En optant pour la prorogation rétroactive, la société est exonérée des perceptions si onéreuses que nous avons indiquées *supra* ; elle évite également les droits de dissolution et de partage. Elle n'est astreinte, ainsi qu'on l'a vu, qu'au droit de prorogation de 1 0/0 ou même 0,25 0/0 si l'on admet, avec M. Cassin (2) que le droit de 1 0/0 ne peut s'appliquer à des sociétés dont le terme statutaire était expiré avant cette loi du 29 juin 1918 qui a majoré le droit de prorogation. En effet, le tarif de 0,25 0/0, eût été seul exigible si la prorogation avait été votée avant la date fixée comme marquant la fin de la société. C'est ce qu'a admis d'ailleurs l'administration de l'Enregistrement au sujet de l'application de la loi du 16 juillet 1919 (Instr. 3617 du 18 mars 1920).

Que décider au cas où, avant de bénéficier de la prorogation rétroactive, les associés avaient déjà prolongé la durée de leur société ? La loi du 24 mars 1921 leur permet-elle, au cas où ils auraient déjà acquitté les droits d'enregistrement, d'en obtenir la restitution, étant donné que la loi de 1921 a eu précisément pour but d'éviter, aux sociétés qu'elle vise, les inconvénients fiscaux de la constitution d'une société nouvelle ?

Question presque purement théorique et qui n'a

1. Wahl, art. cité, *Journ. des Soc.*, 1919, p. 31.

2. *Journ. des Soc.*, 1921, art. cité, p. 207.

pas dû, vraisemblablement, se présenter souvent lors de l'application de la loi de 1921. Il semble que, pour répondre au sentiment d'équité et de bienveillance qui inspirait cette loi, la restitution dût s'imposer malgré le principe contraire, proclamé par l'article 60 de la loi du 22 frimaire an VII. M. Cassin admet ici que la loi de 1921 est venue détruire la régularité des droits précédemment perçus, sur cet acte de prorogation tardive, et, il considère lors de la perception, comme un acte nouveau de société, ramené ensuite par la loi de 1921 à l'état de prorogation (1).

La prorogation tardive soulève naturellement, en dehors des difficultés d'ordre fiscal, la question de la validité des actes des gérants et administrateurs pendant la période écoulée, depuis l'arrivée du terme statutaire (car avec la rétroactivité de la prorogation, la vie sociale est censée ne jamais s'être interrompue). Cette présomption conduit tout naturellement à réputer valables les actes des gérants et administrateurs accomplis depuis l'arrivée du terme normal. Mais pour supprimer toute difficulté à cet égard, la loi du 24 mars 1921, comme d'ailleurs celle de 1919, *déclare d'office* « valables les actes accomplis au nom des sociétés visées à l'article 1^{er}, par les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour les sociétés, dans la limite de leurs

1. Cassin, *Journ. des Soc.*, 1921, art. cité, p. 208.

pouvoirs statutaires, depuis l'arrivée de la société à son terme normal jusqu'à la réunion de l'assemblée générale des actionnaires » (art. 2, § 2) ; de plus, la loi étend, dans son article 3, le bénéfice des mêmes dispositions aux sociétés par parts d'intérêts.

D'ailleurs, la validité des actes des représentants de la société n'est pas subordonnée, par la loi de 1921, à la condition que la prorogation de la société soit décidée dans le délai de six mois. L'article 2, § 3, porte simplement que ces actes cesseront d'être valablement accomplis à la fin de cette période de six mois si l'assemblée générale, relative à la prorogation, n'a pas été réunie dans cet intervalle.

La disposition concernant la validité des actes des gérants est donc indépendante de celle relative à la prorogation, et il n'y a rien là que de très rationnel, car les gérants ont pu être contraints par les circonstances de faire des actes urgents (1).

La loi de 1921 a donc été bien inspirée de ne pas reproduire à cet égard la distinction établie, à ce sujet par la loi de 1919, entre les sociétés par actions et les sociétés par intérêts. D'après la loi de 1919, en effet, les actes des gérants n'étaient réputés valables que dans le cas où la prorogation de la société par intérêts aurait été décidée. Cette diffé-

1. Wahl, *Journ. des Soc.*, 1919, art. cité, p. 34.

rence avec les sociétés par actions n'avait aucune raison d'être car les deux catégories de sociétés se sont trouvées aux prises avec les mêmes difficultés : dans les deux, les pouvoirs des administrateurs ou gérants avaient péri par la dissolution et ils ont pu être obligés cependant de faire des actes urgents, d'une nécessité imposée par les circonstances.

Il était indispensable d'admettre dans tous les cas la validité des actes ainsi accomplis et d'écarter, comme sans valeur, l'objection formulée en 1919, que, les sociétés par intérêts présentant un caractère d'intimité plus accentuée, les actes passés sans le concours de tous, devraient être inopposables aux associés non consultés. Ne s'agit-il pas en somme d'opérations pour lesquelles les gérants tenaient des statuts, eux-mêmes, le pouvoir de conclure ? (1)

Comme le pense fort justement M. Cassin, on ne peut faire grief aux représentants légaux de la société d'avoir continué malgré la cessation de leurs pouvoirs avec l'arrivée du terme normal de la société à accomplir les actes urgents (2). On ne saurait davantage blâmer les tiers de leur avoir accordé confiance car ceux-ci ont pu légitimement compter que les actes passés seraient valables.

D'ailleurs, la rétroactivité imposera quelquefois

1. Wahl, art. cité, *Journ. des Soc.*, 1919, p. 34.

2. Cassin, *Journ. des Soc.*, art. cité, p. 28 *in fine*.

que les intérêts des tiers se trouveront sacrifiés (1) ; par exemple le bail des locaux occupés par la société, arrivé à expiration avec le terme de celle-ci, alors que le propriétaire avait pris des dispositions pour utiliser autrement son immeuble, en concluant un nouveau bail, ou en vue d'une exploitation personnelle de son bien. Il n'importe ; le propriétaire devra subir les conséquences de la rétroactivité, il ne saurait invoquer un droit acquis pour résister à la rétroactivité de la prorogation, sinon celle-ci se trouverait en fait rendue impossible, les termes de la loi de 1921 imposent cette solution. N'oublions pas que cette loi a été conçue dans l'intérêt général et il serait inadmissible que son application pût être entravée

1. On pourrait également examiner la part faite par la prorogation aux parts de fondateurs,

Admettons tout d'abord qu'une part de fondateur ne soit pas une action.

Une société arrivée à son terme statutaire se prolonge ; les porteurs de parts sont-ils fondés à réclamer la continuation des avantages consentis par la société ancienne, pendant toute la durée de la société nouvelle ?

Question controversée qui divise la doctrine et sur laquelle les statuts devraient se prononcer. Une première opinion, qui n'est pas la nôtre, refuse la continuation des avantages limitativement désignés, dans la société originaire (Chavegrin. Note au Sirey, 89.1.417. Arthuys, n° 653).

La deuxième opinion est plus équitable et certainement plus juridique. On peut en effet affirmer que la prorogation a une contre-partie dans l'éventualité toujours possible d'une dissolution anticipée (Cf. Wahl, Houpin. Lecouturier, Rousseau. Trib. com. de la Seine, 28 oct. 1912, *J. des Soc.*, 1913, p. 443).

par des réclamations s'appuyant sur des intérêts particuliers (1).

Il semble même que, si la société arrivée à la fin de son existence normale avait commencé sa liquidation, les liquidateurs, étant par exemple désignés dans les statuts, et, devant dès la dissolution entrer en fonctions, cette liquidation commencée ne serait pas un obstacle à la prorogation rétroactive ; la généralité des termes de la loi de 1921, comme la loi de 1919, commande cette solution. La possibilité de recourir à ces lois doit être aussi large que possible pour les sociétés qu'elle vise. Mais bien entendu les actes passés par les liquidateurs devraient être maintenus car ils les ont conclus, ou tout au moins ils devaient les conclure, dans la limite de leurs pouvoirs et dans l'intérêt de la société ; il est d'ailleurs légitime que les intérêts des tiers, conformes ici à ceux de la société, soient respectés. Au surplus, il ne s'agit plus ici de faits constituant un obstacle insurmontable à la prorogation de la société (2).

Il convient, pour terminer, de remarquer que, par suite du domaine de la loi de 1921 plus large que celui de la loi de 1919, la loi de 1921 s'appliquant même aux sociétés arrivées à l'expiration normale entre la cessation des hostilités et le 24 mars 1921,

1. Conf. Wahl, *J. des Soc.*, art. cité, 1919, p. 32.

2. Wahl, *J. des Soc.*, art. cité, 1919, p. 30.

les actes accomplis par les gérants ou administrateurs de ces sociétés, entre le jour de leur terme et le 27 septembre 1921 seront considérés de plein droit comme valables sans que les associés, après la prorogation, aient le droit de les critiquer, du moment que leurs représentants se seront cantonnés dans la limite de leurs pouvoirs et n'auront pas agi par fraude.

CONCLUSION

Les lois de 1919 et de 1921 ont voulu donner satisfaction à des besoins qui leur paraissaient urgents. En permettant à toutes les sociétés qu'elles visaient de se proroger, moyennant la simplification notable des formalités à observer, elles se proposaient d'aplanir les obstacles rencontrés, pour obtenir ce résultat, par les sociétés des régions envahies ou dévastées. Et l'extension, prolongée jusqu'au 27 septembre 1921, de la faculté octroyée par la loi de 1921 témoigne fermement de cette croyance du législateur.

En réalité, cette loi, (1) qui venait porter de si graves dérogations au régime des assemblées extraordinaires, de leur réunion et de leur quorum, au nom de l'intérêt supérieur du relèvement du pays n'a produit presque aucun résultat (2). On a légiféré dans le vide. Les informations que nous avons per-

1. Loi du 24 mars 1921 qui n'est autre chose qu'une « résurrection » de la loi de 1919, mais une résurrection sérieusement accrue.

2. Nous nous sommes adressé à 150 tribunaux de commerce. Nous avons obtenu 76 réponses, comprenant fort heureusement celles des tribunaux les plus importants. Les autres n'ont pas cru

sonnellement obtenues, non sans difficulté, des tribunaux de commerce, en sont la preuve certaine.

Le président du Tribunal de commerce de la Seine signalait, au sujet de l'application de la loi de 1920, 12 requêtes présentées dont 9 accueillies favorablement, à l'effet de solliciter les autorisations prévues par cette loi (Discussion du président Cormier. Aud. solennelle d'installation des nouveaux juges (1)).

devoir répondre à notre demande ; ils n'en ont pas moins gardé le timbre de 0 fr. 25 qui avait été joint à notre lettre.

Il a été présenté 50 requêtes (Tribunaux d'Amiens : 1 ; Lille : 13 ; Seine : 23 ; Reims : 7 ; Valenciennes 6). Toutes ont été répondues sauf pour le Tribunal de commerce de la Seine où 6 requêtes ont été écartées ou retirées.

L'échec partiel des lois votées provient du peu d'empressement que certains tribunaux de commerce mettent à se tenir au courant des travaux parlementaires ; si l'on peut, il est vrai, objecter que les fonctions de juge consulaire sont purement honorifiques et que les commerçants qui les remplissent ont bien autre chose à faire, il n'est pas moins vrai que, comme dans le cas présent, des mesures importantes restent lettres mortes. Nous avons personnellement la certitude que de nombreux tribunaux de commerce ignoraient et ignorent encore les lois du 17 juin 1920 et celles de 1919 et 1920. C'est ainsi que certain Tribunal de commerce — celui de Montereau — nous a répondu que Montereau ne s'étant jamais trouvé dans les régions dévastées ou libérées, la loi de 1920 sur les assemblées extraordinaires des sociétés arrivées à leur terme statutaire ne l'intéressait pas. Nous sommes persuadé, que si la législation faisant l'objet de notre étude, avait été simplement connue à Montereau, cela nous aurait évité d'enregistrer pareille lacune professionnelle — regrettable à tous points de vue — Qui sait même s'il ne s'est pas trouvé des sociétés, venues s'installer dans la région depuis la guerre, à même de bénéficier des lois de 1919, 1920 et 1921 ?

1. *Revue pratique de législation et de jurisprudence commer-*

Le motif principal pour lequel cette loi paraît avoir si peu attiré l'attention des sociétés semble dû, non à l'indifférence de celles-ci, mais à la nécessité de demander l'autorisation du Président du Tribunal de commerce pour réunir une assemblée bénéficiant du quorum réduit de la loi de 1920.

En tout cas, il est regrettable que, dès 1919, il n'ait pas été fait une législation d'ensemble sur cette question et que le législateur ait dû s'y prendre à deux fois pour élaborer des dispositions, en somme assez simples, étant donné surtout le but qu'il s'agissait d'atteindre. Les combinaisons, les concordances ou les références à établir entre des lois multiples effraient toujours les profanes qui sont appelés à les utiliser. Peut-être peut-on regretter aussi que le délai accordé n'ait pas été d'une durée plus longue ?

ciales, 1921, p. 20. D'autres demandes — 11 exactement, — ont été présentées depuis. Huit seulement furent favorablement accueillies.

Vu : le Président de la thèse,

ALBERT WAHL

Vu : le Doyen,
BERTHELEMY

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

APPENDICE

LOI DU 16 JUILLET 1919

Relative aux sociétés commerciales ayant leur siège social en régions envahies (1)

Article premier. — Les sociétés commerciales dont le siège se trouve dans les régions envahies et qui sont arrivées à leur terme statutaire au cours de la guerre peuvent proroger leur durée avec effet rétroactif au jour de ce terme, dans les conditions où la prorogation aurait pu valablement être décidée avant la date de leur expiration. La décision relative à la prorogation au paragraphe précédent devra intervenir au plus tard dans les six mois qui suivront la fin des hostilités dont la date sera fixée par décret.

Art. 2. — Sont valables les actes accomplis au nom des sociétés par actions visées à l'article premier par les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société dans la limite de leurs pouvoirs statutaires, depuis l'arrivée de la société à son terme normal jusqu'à la réunion de l'assemblée générale des actionnaires.

Dans le cas où l'assemblée générale des actionnaires ne serait pas réunie à l'expiration du délai de six mois fixé par le second paragraphe de l'article premier, les actes visés par le présent article cesseront d'être valablement accomplis à l'expiration dudit délai.

1. *Journal officiel* du 2 juillet 1919 (2^e séance), p. 3157 (D. P. 1920 4.389 et Sirey, 1922.3.406).

Dans le cas où il serait impossible d'observer les formalités statutaires pour la convocation des assemblées générales, cette convocation sera valablement faite par voie d'insertion dans des journaux désignés par le président du tribunal de commerce. Le président du tribunal fixera le nombre et la forme de ces insertions.

Art. 3. — Sont également valables, mais seulement au cas où la prorogation de la société aura été décidée conformément à l'article premier, les actes accomplis au nom des sociétés en nom collectif ou en commandite simple par les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société, dans la limite de leurs pouvoirs statutaires, depuis l'arrivée de la société à son terme normal jusqu'à ce que les associés se soient prononcés sur la prorogation de la société.

Art. 4. — Pendant la durée de la guerre et jusqu'à l'expiration du délai de six mois fixé par le second paragraphe de l'article premier, les assemblées générales des actionnaires pourront, avec l'autorisation du président du tribunal de commerce, dans le ressort duquel se trouve la localité choisie, se tenir dans un lieu autre que celui fixé par les statuts.

LOI DU 17 JUIN 1920

Facilitant la réunion et la délibération des assemblées générales des sociétés ayant leur siège social ou exploitation en régions libérées ou dévastées (1).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté :

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit.

Article premier. — Les assemblées générales de toute société dont le siège social ou l'exploitation se trouvait au

1. *J. off.* du 11 juin 1920. p. 2009 (D. P. 1921. 4. 51, et Sirey, 1922, p. 407).

moment des hostilités dans les régions libérées ou dévastées peuvent avec l'autorisation du président du tribunal de commerce dans le ressort duquel la société se propose de convoquer l'assemblée générale se tenir dans un lieu autre que celui fixé par les statuts.

Dans le cas où il est impossible d'observer les formalités statutaires pour la convocation des assemblées générales, cette convocation est valablement faite par voie d'insertion dans des journaux désignés par le président du tribunal de commerce, qui fixe le nombre et la formule de ces insertions.

Art. 2. — Les assemblées extraordinaires des sociétés dont le siège social ou l'exploitation se trouvait en régions libérées ou dévastées peuvent, avec l'autorisation du président du tribunal de commerce dans le ressort duquel ces sociétés se proposent de tenir leurs assemblées, délibérer valablement même sur les questions touchant à l'objet ou à la forme de la société, pourvu qu'elles satisfassent aux conditions prescrites par l'article 29 de la loi du 24 juillet 1867 pour les assemblées ordinaires.

Art. 3. — Les autorisations prévues aux articles précédents sont données, après enquête, par ordonnance du président du tribunal de commerce, sur requête présentée par les sociétés intéressées.

Art. 4. — Les dispositions de la présente loi seront applicables pendant les deux années qui suivront la date fixée par la loi du 23 octobre 1919 pour la cessation des hostilités.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à la Montellerie le 17 juin 1920.

Le Président de la République.

Signé : P. DESCHANEL.

LOI DU 24 MARS 1921

Prorogeant les sociétés par actions et par parts d'intérêts ayant leur siège social ou exploitation en régions libérées ou dévastées et qui sont arrivées à leur terme statutaire depuis le 1^{er} août 1914 (1).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté :

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les sociétés par actions dont le siège social ou l'exploitation se trouvait, au moment des hostilités, dans les régions libérées ou dévastées et qui sont arrivées à leur terme statutaire peuvent proroger leur durée avec un effet rétroactif au jour de ce terme, dans les conditions où la prorogation aurait pu être valablement décidée avant la date de leur expiration.

La décision relative à la prorogation visée au paragraphe précédent devra intervenir au plus tard dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Art. 2. — La réunion et la délibération des assemblées générales ayant pour but de proroger la durée des sociétés par actions arrivées à leur terme statutaire se feront conformément aux dispositions des articles 1, 2 et 3 de la loi du 17 juin 1920.

Seront considérés comme valables les actes accomplis au nom des sociétés visées à l'article précédent par les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour les sociétés, dans la limite de leurs pouvoirs statutaires, depuis l'arrivée de la société à son terme normal jusqu'à la réunion de l'assemblée générale des actionnaires.

Dans le cas où l'assemblée générale des actionnaires ne

1. *J. off.* du 27 mars 1921. D. P. 1921.4. 282 ; Sirey 1922, p. 407.

serait pas réunie à l'expiration du délai de six mois fixé par l'article premier, les actes visés par le présent article cesseront d'être valablement accomplis à l'expiration dudit délai.

Art. 3. — Les sociétés par parts d'intérêts sont admises aux bénéfices des dispositions prévues par la présente loi dans les termes de leurs statuts.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 mars 1921.

LOI DU 24 JUILLET 1867

Art. 28. — Dans toutes les assemblées générales, les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Il est tenu une feuille de présence ; elle contient les noms et domicile des actionnaires et le nombre d'actions dont chacun d'eux est porteur.

Cette feuille, certifiée par le bureau de l'assemblée, est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

Art. 29. — Les assemblées générales qui ont à délibérer dans des cas autres que ceux qui sont prévus par les deux articles qui suivent, doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si l'assemblée générale ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée dans les formes et avec les délais prescrits par les statuts, et elle délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Art. 30. — Les assemblées qui ont à délibérer sur la vérification des apports, sur la nomination des premiers administrateurs, sur la sincérité des déclarations faites

par les fondateurs aux termes du paragraphe 24, doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Le capital social, dont la moitié doit être représentée pour la vérification de l'apport, se compose seulement des apports non soumis à vérification.

Si l'assemblée générale ne réunit pas un nombre d'actionnaires représentant la moitié du capital social, elle ne peut prendre qu'une délibération provisoire. Dans ce cas, une nouvelle assemblée générale est convoquée. Deux avis, publiés à huit jours d'intervalle, au moins un mois à l'avance, dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales, font connaître aux actionnaires les résolutions provisoires adoptées par la première assemblée, et ces résolutions deviennent définitives si elles sont approuvées par la nouvelle assemblée, composée d'un nombre d'actionnaires représentant le cinquième au moins du capital social.

Art. 31 (loi du 22 nov. 1913, art. 1^{er}). — Sauf dispositions contraires des statuts, l'assemblée générale, délibérant comme il est dit ci-après, peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois changer la nationalité de la société ni augmenter les engagements des actionnaires.

Nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, tout actionnaire, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède sans limitation.

Les assemblées qui ont à délibérer sur les modifications touchant à l'objet ou à la forme de la société ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social. Les réso-

lutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Dans tous les cas autres que ceux prévus par le précédent paragraphe, si une première assemblée ne remplit pas les conditions ci-dessus fixées, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes statutaires et par deux insertions, à quinze jours d'intervalle, dans le bulletin annexe du *Journal officiel* et dans un journal d'annonces légales du lieu où la société est établie. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement si elle se compose d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. Si cette seconde assemblée ne réunit pas la moitié du capital, il peut être convoqué dans les formes ci-dessus, une troisième assemblée qui délibère valablement, si elle se compose d'un nombre d'actionnaires représentant le tiers du capital social. Dans toutes ces assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

LOI DU 22 NOVEMBRE 1913

Portant modification de l'article 34 du Code de commerce et des articles 27 et 31 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés par actions.

Article premier. — L'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 est remplacé par les dispositions suivantes : Art. 31 (V. p. 58).

Art. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 34 du Code de commerce est ainsi modifié (V. Code de commerce, article 34).

Art. 34. — ...

Art. 4. — Les dispositions de l'article 31, § 4, de la loi du 24 juillet 1867 et de l'article 34 du Code de commerce modifiés par la présente loi, s'appliquent aux sociétés déjà constituées sous l'empire de la loi du 24 juillet 1867.

BIBLIOGRAPHIE

- Barthélémy.* — Le problème de la compétence dans la démocratie.
- Cassin.* — La prorogation des sociétés des régions libérées ou dévastées (J. Soc., 1921).
- Les assemblées générales des sociétés des régions libérées ou dévastées (Jurisclasseurs sociétés, 1920).
- Hémar.* — Nullité des sociétés et sociétés de fait.
- Houpin.* — Traité sur les Sociétés, 5^e édition.
- Lyon-Caen.* — Traité de Droit commercial.
- Thaller et Percerou.* — Traité élémentaire du Droit commercial, 6^e édit.
- Wahl.* — Le Droit commercial et civil de la guerre. Précis théorique et pratique de Droit commercial.
- La prorogation des sociétés du fait de la guerre (J. Soc., 1919).
- Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières.
- Commentaire de la loi du 22 novembre 1913.
- Revue pratique de législation et de jurisprudence commerciales.
- Documents parlementaires (collection du J. off.).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PREMIER. — Des sociétés admises à bénéficier de la prorogation.....	21
CHAPITRE II. — Conditions auxquelles elles peuvent user de la prorogation.....	40
CHAPITRE III. — La rétroactivité de la prorogation. Ses conséquences. Validation des actes des administrateurs et des gérants.....	65
CONCLUSION.....	81
APPENDICE.....	85
BIBLIOGRAPHIE.....	93

